

## **RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE**

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine.

**N° E24000051/38**

**Commissaire enquêteur : Denis BLAISE**

**Ce dossier comprend 2 parties distinctes :**

- Partie 1 : rapport d'enquête publique
- Partie 2 : conclusions et avis

# **Sommaire**

## **Partie 1 : le rapport d'enquête**

	Pages
<b>1. Généralités</b>	
a. Objet de l'enquête	3
b. Le cadre juridique	3 - 5
<b>2. La déclaration de projet et les mises en compatibilité</b>	
a. Présentation du projet de construction	5 - 7
b. Le caractère d'intérêt général du projet	7 - 8
c. Mise en compatibilité du Scot du Chablais	8 - 10
i. Les évolutions	
ii. L'avis de la MRAE	
d. Mise en compatibilité du PLUi du Bas Chablais	10 - 13
i. Les évolutions	
ii. L'avis de la MRAE	
e. Les PPA : réunion d'examen conjoint	13 - 14
f. Les lieux concernés	14
<b>3. Organisation de l'enquête</b>	
a. Désignation du commissaire enquêteur	15
b. Arrêté d'ouverture de l'enquête	15 - 16
c. Rencontres avec le porteur de projet et visite des lieux	16 - 18
d. Communication et publicité sur l'enquête	18 - 20
<b>4. Déroulement de l'enquête</b>	
a. Dates de l'enquête	20
b. Les permanences	20 - 21
c. Eléments et outils à disposition du public	21 - 23
d. Contexte général et bilan de l'enquête	23 - 24
e. Clôture de l'enquête publique	24 - 26
f. Comptabilisation des observations	26 - 28
g. Observations et réponses éventuelles de la MOA	

## **Partie 2 : Conclusions et avis (dossier distinct)**

### **Les annexes**

- Annexe 1 : Désignation commissaire enquêteur
- Annexe 2 : Avis MRAE sur le SCoT du Chablais
- Annexe 3 : Avis MRAE n°2024-ARA-AUPP 1936
- Annexe 4 : Arrêté d'ouverture de l'enquête publique
- Annexe 5 : Certificat d'affichage mairie de Douvaine
- Annexe 6 : Certificat d'affichage du SIAC
- Annexe 7 : Certificat d'affichage Thonon Agglomération
- Annexe 8 : Certificat d'affichage Ballaison
- Annexe 9 : Parution Le Dauphiné 16052024
- Annexe 10 : Parution Le Messenger 16052024
- Annexe 11 : PV réunion d'examen conjoint
- Annexe 12 : Annexe PV réunion d'examen conjoint contribution région
- Annexe 13 : Délibération Thonon Agglo 28052024
- Annexe 14 : Parution Le Dauphiné 06062024
- Annexe 15 : Parution Le Messenger 06062024
- Annexe 16 : Article de presse réunion du 08 novembre 2022
- Annexe 17 : Réponses au PV de synthèse

# 1. Généralités

## a. Objet de l'enquête

L'enquête est relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (Haute Savoie).

Le projet d'intérêt général ci-dessus mentionné était déjà identifié dans le cadre du SCoT du Chablais et du PLUi du Bas Chablais.

Néanmoins, si le projet avait bien été prévu dans le cadre du SCoT, la commune retenue par la région pour accueillir cet ensemble scolaire était, au moment de son élaboration : Bons-en-Chablais.

Depuis, le projet a évolué et prévoit une nouvelle localisation sur la commune de Douvaine, cette modification fait suite à la demande de la commune de Bons-en-Chablais de ne plus vouloir accueillir cet équipement.

Idem pour le PLUi du Bas Chablais, le projet était inscrit dans le PADD à Bons-en-Chablais, la localisation ayant évolué, ceci entraîne donc la déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du PLUi est requise.

La mise en compatibilité du SCoT du Chablais est aussi nécessaire pour tenir compte de la nouvelle localisation et pour prendre en compte la construction de la gare routière en annexe du lycée à Douvaine qui demande le déplacement d'une surface commerciale de marque LIDL, cette modification étant incompatible avec le DAAC en vigueur

## b. Le cadre juridique

Notamment,

- Le code général des collectivités territoriales,
- Le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 et L330-6,

- Le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R123-46,
- L'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 prononçant la fusion de la communauté de communes du Bas-Chablais avec la communauté de communes des collines du Léman, avec extension à la commune de Thonon les Bains, permettant la création d'une communauté d'Agglomération « Thonon Agglomération » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,
- Le plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais approuvé le 25 février 2020, et modifié le 20 décembre 2022 (modification n°1 de droit commun et modification simplifiée n°1),
- Le SCoT du Chablais approuvé par délibération du 30 janvier 2020 et il est exécutoire depuis le 26 juillet 2020.
- L'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération Thonon Agglomération,
- La notification du dossier aux personnes publiques associées, ainsi qu'à l'Autorité Environnementale, du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUI du Bas-Chablais et du SCOT du Chablais,
- L'avis en date du 05 décembre 2023 rendu par l'Autorité Environnementale à l'issue du cas par cas, demandant une évaluation environnementale sur le volet mise en compatibilité du PLUI du Bas-Chablais,
- La réunion d'examen conjoint en date du 20 décembre 2023, et le procès-verbal de synthèse notifié aux personnes publiques associées,
- La notification le 05 février 2024 de l'évaluation environnementale à l'Autorité Environnementale
- La décision du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 20 mars 2024, désignant monsieur Denis BLAISE en qualité de

commissaire enquêteur titulaire pour la présente enquête publique, et désignant monsieur Georges CONSTANTIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant,

- La délibération du conseil communautaire de Thonon Agglomération en date du 26 mars 2024, fixant les modalités de concertation pour la mise en compatibilité du PLUI du Bas-Chablais,
- L'arrêté n°ARR-URB2024.004 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais.

## **2. La déclaration de projet et les mises en compatibilité**

### **a. Les porteurs du projet**

→ pour le volet de mise en compatibilité du Scot du Chablais : le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC) compétent en matière de SCoT dont le siège est 23 grande rue à Thonon les Bains.

→ pour le volet de mise de compatibilité du PLUi du Bas-Chablais : Thonon Agglomération, Etablissement Public de Coopération Intercommunal compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme dont le siège est à Thonon Les Bains 2, place de l'hôtel de ville.

### **b. Présentation du projet de construction**

Dès 2016, la Région annonçait son souhait d'implanter un nouveau lycée entre Chablais et Genevois. Un appel à projet est alors lancé auprès de l'ancienne Communauté de Communes du Bas Chablais.

En 2018, la commune choisie par la Région est alors Bons-en-Chablais. Le site choisi était situé en contrebas du collège, secteur de Choulex. Il avait été sélectionné du fait de sa bonne accessibilité (gare avec desserte Léman Express et RD903 à proximité du site), et de sa localisation au sein du Chablais permettant de rééquilibrer

l'offre entre Annemasse et Thonon-les-Bains.

Ce choix est inscrit dans la stratégie locale du Chablais au travers du document cadre qu'est le SCoT du Chablais :

- 11. Conforter et promouvoir les équipements structurants de service public
  - o 11.3. Développer un équipement scolaire structurant : « Le maillage équilibré du territoire par des équipements scolaires et leurs services associés constitue un enjeu primordial pour le dynamisme du Chablais. Le SCoT inscrit en tant que projet structurant le futur lycée implanté à Bons-en-Chablais qui, par sa localisation à proximité d'infrastructures structurantes, participe également au désenclavement du Chablais. »

Cela a alors été également intégré à la stratégie locale, au travers du PLUi du Bas Chablais, avec un projet de lycée inscrit au PADD.

La commune d'implantation était initialement Bons-en-Chablais. Suite à un changement de municipalité et face au refus des nouveaux élus d'autoriser l'implantation d'un lycée sur leur territoire, les élus de Thonon Agglo ont conduit une nouvelle réflexion sur les sites potentiels d'implantation.

A la suite de cette étude, Thonon Agglomération et ses communes ont apporté une réflexion afin de proposer une nouvelle localisation à la Région.

Il est ressorti de cette analyse que le site du Maisse à Douvaine présentait de nombreux atouts :

- Une localisation à l'échelle du Chablais permettant un rééquilibrage au regard de l'offre présente sur Thonon-les-Bains et Annemasse
- Un statut de commune-pôle pour Douvaine au sein du SCoT, confirmant la légitimité d'un tel équipement sur la commune
- Une commune desservie à terme par le projet de BHNS
- Un secteur situé au sein de l'enveloppe urbaine, bien que le projet consomme des surfaces agricoles, avec un foncier déjà fléché pour une

urbanisation future dans le document d'urbanisme en vigueur

- Une absence de sensibilité environnementale (mise en évidence jusqu'à présent par les différents inventaires et document d'urbanisme en vigueur)
- Une proximité immédiate avec le pôle d'équipements de la commune et la future piscine intercommunale
- Une proximité avec le centre de la commune et ses commerces et services

C'est donc ce site qui a été retenu pour accueillir le projet du futur lycée. Ce lieu du Maisse se situe en continuité sud du centre bourg de Douvaine. Il est au centre d'une zone comprenant de nombreux services et équipements collectifs. L'implantation du futur lycée général, technologique et professionnel y sera localisé ainsi que d'autres équipements éducatifs et sportifs ; des opérations de logements sont prévues pour accueillir, entre autres, les personnels y travaillant (au titre du lycée, professeurs, techniciens et administratifs sont estimés à 200 personnes).

En conséquence de ce choix, la mise en compatibilité des documents d'urbanisme que sont le SCoT du Chablais et le PLUi du Bas Chablais s'est imposé.

### **c. Le caractère d'intérêt général du projet**

La compétence concernant les lycées est du ressort de la région Auvergne Rhône Alpes. C'est dans ce contexte qu'une véritable stratégie a été mise en place pour développer les huit grands axes de la politique régionale en faveur des lycées à travers dont :

► l'axe 2 : ouverture de nouveaux lycées. Pour identifier les besoins la région s'est basée sur les études démographiques qui indiquent qu'à l'issue d'une période d'augmentation du nombre de jeunes de 15 à 17 ans jusqu'en 2025-2026, la région Auvergne Rhône Alpes connaîtra un ralentissement de l'évolution sauf pour trois de ses départements dont la Haute Savoie.

De ce fait, le plan régional prévoit la construction de nouveaux lycées dont celui de DOUVAIN qui accueillera 1700 élèves.

Le coût de ce projet devrait se situer entre 85 et 90 millions d'euros,

---

Enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine.

Commissaire enquêteur Denis BLAISE.

l'ambition affichée par le président de région lors de sa visite en janvier 2022  
« *on veut en faire un équipement de très grande qualité, (...) avec les meilleures technologies en termes d'environnement* ».

25000 m2 de locaux dont la livraison se fera progressivement en 2028 et 2030.

Le projet présente bien un caractère d'intérêt général car :

- Il répond à la nécessité de développer des infrastructures scolaires en adéquation avec la croissance démographique de la Haute Savoie
- Il répond aussi à la nécessité de créer des équipements scolaires de proximité pour permettre une réduction des temps de transports pour les élèves voire les personnels, avec aussi des moyens de mobilité en adéquation avec le territoire.
- Enfin il permettra d'offrir des formations de qualité aux futurs lycéens dans un cadre propice à leur réussite.

## **d. Mise en compatibilité du SCoT du Chablais**

### **i. Les modifications**

Pour rendre ce projet d'intérêt général réalisable, il convient de faire évoluer le Scot du Chablais pour qu'il soit compatible. En effet comme indiqué dans la présentation ci-dessus, l'endroit initial d'édification du lycée était Bons-en-Chablais, le projet est maintenant localisé sur la commune de Douvaine.

De plus, la construction du lycée va nécessiter la relocalisation d'un supermarché pour permettre l'implantation d'une gare routière attenante ; or, le Scot actuel ne permet sur la zone future d'implantation que des commerces aux achats occasionnels lourds.

Ce sont donc ces deux points qui convient de faire évoluer pour permettre la réalisation de l'ensemble pédagogique, à savoir :

- Relocalisation du projet sur Douvaine
- Modification du périmètre commercial

► Les chapitres du document SCoT concernés sont :

- Partie 1 : diagnostic territorial du Chablais
  - 2. Dynamique démographique et équipements
    - 2.4. Services et équipements
    - 2.4.4. Les grands équipements à venir du territoire
- Partie 2 : justification des choix
  - 3. Limitation de la consommation foncière
  - 3.5. Définition du besoin en surfaces pour le développement touristiques et les équipements structurants.
  - 11. Aménagement commercial et DAAC
- Partie 3 Analyse des incidences prévisibles de la mise en œuvre su SCoT sur l'environnement
  - 1. Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser
    - 1.9. Equipements structurants portés par le SCoT
    - 1.9.1.0. Projet de création d'un lycée
    - 1.9.10.1. Justification du projet au regard des enjeux environnementaux relevés à l'échelle du SCoT
  - 11. Conforter et promouvoir les équipements structurants de service public
    - 11.3. Développer un équipement scolaire structurant

► Concernant le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial

- 4. Localisation des centralités et secteurs d'implantation périphérique et orientations spécifiques par secteur
- 4.2. Localisations préférentielles situées sur Thonon Agglomération
- Douvaine – Pôle économique

**ii. L'avis de la MRAe pour le SCoT**

Avis conforme n°2023-ARA-AC-3257 du 05 décembre 2023 qui suit :

« La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Chablais (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin

2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle **ne requiert pas** la réalisation d'une évaluation environnementale ».

## **e. Mise en compatibilité de PLUi du Bas Chablais**

### **i. Les modifications**

Tout comme le SCoT du Chablais à son élaboration et à son approbation, le projet de construction du lycée général, technologique et professionnel était localisé à Bons-en-Chablais.

Il convient donc de le faire évoluer pour localiser le projet à Douvaine ; la mise à jour du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est nécessaire ainsi que le zonage à Douvaine du secteur du Maisse.

- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables  
Dans sa partie 2 : « créer les conditions favorables à une meilleure cohésion sociale »
  - o Objectif 16 : « anticiper la création des équipements structurants dans les pôles principaux » la version évolue comme suit : « permettre l'implantation d'équipements publics structurants notamment scolaires et de loisirs. Les équipements structurants en projet sont : un nouveau lycée à Douvaine, ... ».
- L'évolution du zonage du PLUi repris sur le dossier initié par le cabinet EPODE :  
*« Le tènement du projet de lycée, sera zoné :*
- *En zone UEI, « zone urbaine dédiée au lycée » => zone spécifiquement créée pour le projet de lycée général, technologique et professionnel à Douvaine,*
- *En zone UE telle qu'elle existe au PLUi en vigueur pour le tènement de la gare routière, « Zone urbaine dédiée aux équipements publics et/ou*

*d'intérêt collectif ».*

*De ce fait, les parcelles suivantes sont intégrées*

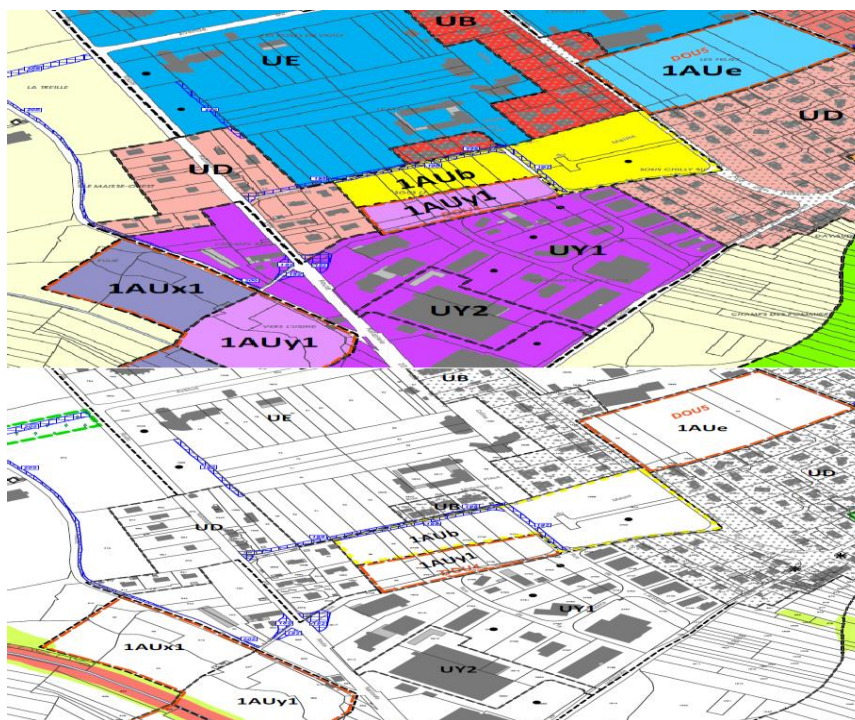
- *en zone UEI (environ 4,1 ha) :*
  - *B1969, B1973, B2720, B2719, B29, B32, B33 ; actuellement classées en zone 1AUb*
  - *B2724, B2726, B2728, B2730, B1611, B36, B39 ; actuellement classées en partie en 1AUb et en partie en 1AUy1*
  - *B38, B2722, B2734, B2732, B30, B2735 ; actuellement classées en 1AUy1*
- *en zone UE (environ 0,6 ha) :*
  - *B1902, B2017, B2736 ; auparavant classées en zone UY1*

*La relocalisation de la grande surface commerciale (enseigne LIDL), pour libérer le futur emplacement de la gare routière (parcelles B1902, B2017, B2736), sur le tènement parcelles C n°705, 543, 544, 30p, 704p, 653p et 669, ne nécessite pas d'évolution de zonage, la zone UY1 permettant cette implantation. Elle nécessite toutefois une mise en compatibilité du DAAC (voir partie précédente dédiée au SCoT).*

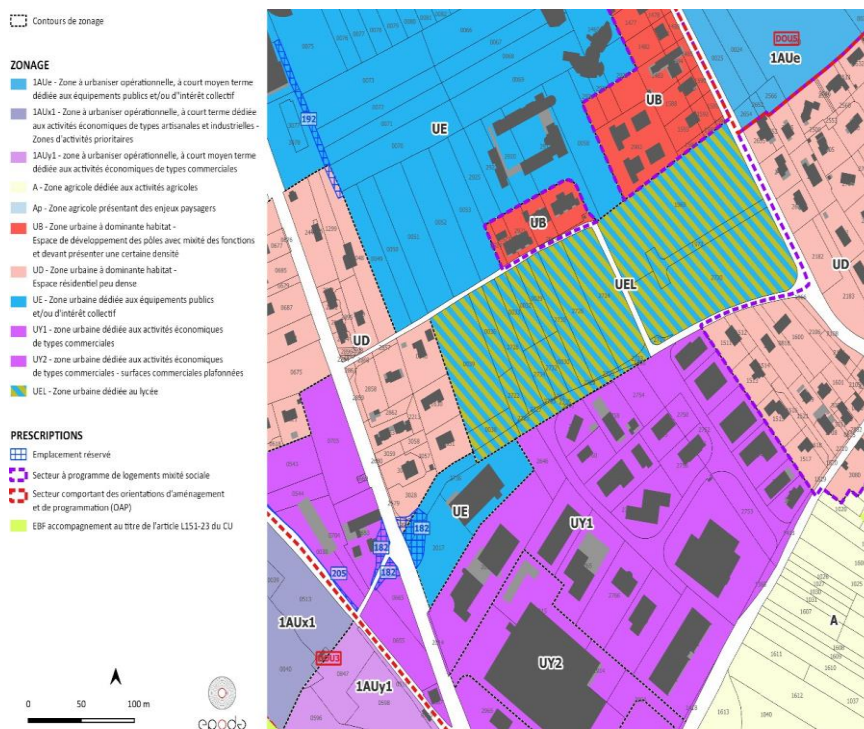
*De plus, les prescriptions suivantes sont supprimées, n'étant plus d'actualité :*

- *Le périmètre de gel, inscrit sur la zone 1AUb,*
- *Les emplacements réservés 197 et 198, dont les objets sont la création de voiries :*
  - *L'ER 197 coupe le tènement de façon nord sud, à l'emplacement des bâtiments du futur lycée,*
  - *L'emplacement de l'ER 198 sera aménagé en liaison douce (voir partie sur la présentation du projet et du quartier du Maisse).*
- *Le périmètre de l'OAP DOU4 concernant la zone 1AUy1 ».*

## Avant



## Après



(Sources dossier EPODE)

Enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine.  
Commissaire enquêteur Denis BLAISE.

## **ii. L'avis de la MRAe pour le PLUi**

L'avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale sur la mise en compatibilité n°3 du plan local d'urbanisme de Bas Chablais dans le cadre d'une déclaration de projet pour la construction d'un lycée et d'une gare routière sur la commune de Douvaine (avis n° 2024-ARA-AUPP-1396) a été transmis aux maîtres d'ouvrage. Il reprend et analyse les principaux enjeux du territoire que sont :

- Le paysage et le patrimoine bâti, en particulier la conservation et la mise en valeur des monuments historiques et du site inscrit et de leurs abords ;
- Les milieux naturels et la biodiversité ;
- La mobilité ;
- Le changement climatique, en particulier les émissions de gaz à effet de serre.

Dans ses conclusions, l'Autorité invite les protagonistes à reprendre le dossier en formulant plusieurs recommandations.

Lors de notre rencontre du 02 mai, j'ai invité les maîtres d'ouvrage, par l'intermédiaire de M. LAROCHE, à apporter des réponses concrètes aux recommandations formulées par la MRAe, j'ai aussi évoqué ce sujet avec M. SONGEON, maire de Ballaison et vice-président de Thonon Agglo en charge, entre autres, de la politique de l'aménagement du territoire, lors d'un entretien téléphonique à ma demande le 13 juin 2024.

### **f. Avis des Personnes Publiques Associées : réunion d'examen conjoint**

Le 20 décembre 2023 a eu lieu la réunion d'examen conjoint avec les P.P.A. ; le procès-verbal qui reprend :

- La présentation du projet
- Les avis des PPA

- Les modifications à apporter au dossier
- La suite de la procédure

### g. Lieux concernés



Enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine.

Commissaire enquêteur Denis BLAISE.

### **3. Organisation de l'enquête**

#### **a. Désignation du commissaire enquêteur**

Vu la lettre du 29 février 2024 par laquelle Monsieur Christophe ARMINJON, président de Thonon Agglomération (Haute Savoie), demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (Haute Savoie).

Pour ce faire, Monsieur Stéphane WEGNER, vice-président du Tribunal Administratif de Grenoble m'a désigné Denis BLAISE en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique ci-dessus mentionnée par décision n° E24000051/38 du 20.03.2024.

#### **b. Arrêté d'ouverture de l'enquête**

Par l'arrêté n°ARR-URB2024.004 du 06 mai 2024, la présidente du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais et le président de la communauté d'agglomération de Thonon Agglomération indiquent dans son article 1<sup>er</sup> intitulé objet de l'enquête : « il sera procédé à une enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCoT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse) et précisant dans son article 7 intitulé Date et durée de l'enquête : « l'enquête publique relative à l'objet mentionné dans l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté se déroulera du vendredi 31 mai 2024 à partir de 09h00 jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 17h ».

L'ensemble des articles repris dans l'arrêté permet d'en connaître les modalités pratiques et organisationnelles.

### **c. Rencontres avec les porteurs du projet et visite des lieux**

Dès ma nomination par Monsieur le vice-président du tribunal de Grenoble, j'ai pris contact avec M. Thomas LAROCHE, responsable du service urbanisme à Thonon agglomération, pour une première réunion afin d'échanger sur le projet générant l'enquête, d'en prendre connaissance et recevoir les premiers documents s'y référant.

► Cette première rencontre avec M. LAROCHE, a donc eu lieu le 10 avril 2024 dans les locaux de la communauté d'agglomération pour une présentation globale du projet avec une remise partielle de documents de travail accompagnés des premières pièces relatives à cette enquête.

Ces échanges m'ont permis de connaître les ambitions et de mieux cerner les contours de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (Haute Savoie) ; pour autant, certains points restent à éclaircir.

Puis nous avons ensemble construit un calendrier prévisionnel pour la réalisation de cette enquête publique sur le mois de juin avec 4 permanences donc une en soirée et une autre un samedi matin pour favoriser au maximum la participation du public.

Au terme de cette première réunion, M. LAROCHE et moi-même nous sommes rendus sur le sites concernés par les constructions du lycée, de la gare routière, du transfert du magasin LIDL et par voie de conséquence des mises en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas Chablais.

Pour information, j'ai souhaité avoir une évaluation financière de ces constructions et aménagements, aucune donnée n'a pu mettre fournie si ce n'est le coût prévisionnel de la construction portée par la région.

Nous avons effectué le tour du périmètre du projet, M. LAROCHE a commenté au fil de la visite pédestre les tenants et aboutissants de ce dossier important pour tous les acteurs et notamment la région. Le calendrier de réalisation est lui aussi ambitieux le permis de construire devant être déposé en mars 2025 pour une ouverture partielle en 2028 ; pour la construction du lycée et ses conséquences sur le panorama : aucun photo montage réalisé car, selon le maître d'ouvrage, l'architecture du bâtiment fait l'objet d'un concours initié par la région.

► Le 02 mai, nouvelle rencontre avec M. LAROCHE afin de lui permettre m'expliquer principalement les modifications de zonage sur le PLUi du Bas Chablais, il me paraît important de bien cerner les évolutions pour pouvoir les expliquer pendant les permanences à d'éventuels visiteurs. Je profite de cette réunion pour évoquer un point important de ce dossier qu'est le plan de circulation à venir car les flux liés à ce lycée de 1700 élèves, les professeurs et les personnels de fonctionnement vont être très conséquents ; une ébauche m'est présentée mais rien de définitif aux dires de M. LAROCHE, le sujet est travaillé par la mairie de Douvaine. Afin de compléter le dossier d'enquête publique à la disposition des personnes le souhaitant, je demande si l'avis de la MRAe concernant le PLUi est reçu : réponse positive, M. LAROCHE me fait suivre le document par mail, à cette occasion j'ai proposé qu'une réponse soit apportée à la MRAe sur l'avis du PLUi et ai demandé d'en d'être en copie.

Dernier point, nous convenons d'une ultime rencontre avant l'ouverture de l'enquête le 27 mai à la mairie de Douvaine pour parapher l'ensemble des supports à la disposition du public sur les lieux retenus pour consultation que sont :

- Mairie de Douvaine, place de l'hôtel de ville à DOUVAINE qui sera aussi le siège de l'enquête publique et le lieu des permanences du commissaire enquêteur aux jours et heures précisés dans le paragraphe ci-après ;
- Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais, 23 grande rue 74210 THONON LES BAINS ;
- Antenne de Ballaison de Thonon Agglomération au Domaine de Thénières à BALLAISON

Et ce pendant toute la durée de l'enquête aux heures et jours d'ouverture de ces structures.

Nous avons finalisé aussi l'organisation de l'enquête dans sa forme en fixant définitivement les dates du 31 mai 2024 à 9h au 01 juillet 2024 à 17h avec 4 permanences qui auront lieu à la mairie de Douvaine :

- Vendredi 31 mai 2024 de 9 heures à 12 heures : ouverture de l'enquête
- Mercredi 12 juin 2024 de 16 heures à 19 heures (\*)
- Samedi 22 juin 2024 de 9 heures à 12 heures
- Lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 de 14 heures à 17 heures : clôture de l'enquête.

(\*) ce jour, la mairie sera accessible exceptionnellement jusqu'à 19 heures.

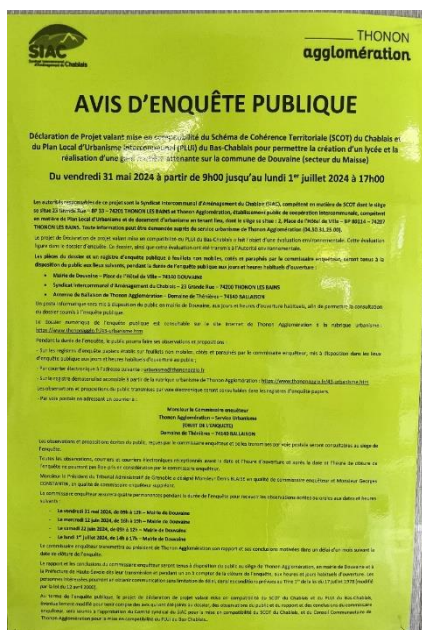
► Le 27 mai, après avoir contrôlé avec M. LAROCHE le contenu des dossiers, j'ai paraphé les 3 registres et les contenus des 3 dossiers d'enquête publique pour qu'ils puissent être localisés dans les lieux indiqués. Ces opérations se sont réalisées en présence de M. Pascal WOLF, adjoint à la mairie de Douvaine en charge des finances, des marchés publics et de l'urbanisme ; cette rencontre a permis un échange concret sur le projet global du lycée et des périphériques, de la genèse de ces futurs équipements, du contexte local et de l'enquête publique qui va démarrer. Je remercie d'ailleurs M. WOLF pour son accueil et la qualité de nos échanges. J'ai aussi profité de ma présence à Douvaine pour contrôler la mise en place de quelques affichages.

## **d. Communication et publicité sur l'enquête**

### **○ Pour l'avis d'enquête publique**

Affiche de format A2 (papier à fond jaune) comportant le titre « Avis d'enquête publique » en caractères (noirs) gras majuscules d'au moins 2 centimètres de hauteur, indiquant les informations visées à l'article R. 123-9 du Code de l'environnement. Conformément à l'article 11 de l'arrêté n°ARR-URB2024-004 du 06 mai 2024, cet affichage a été visible sur le panneau à la mairie de Douvaine ainsi que sur les panneaux

suyvants : Domino, école Voinier, école du Maisse, Bachelard, Aubonne, Le Bourg, Chilly (cf. attestation d'affichage de la mairie en date du 15 mai 2024) ainsi qu'au siège du syndicat intercommunal d'aménagement du Chablais à Thonon les Bains (attestation du 14 mai 2024) et à Thonon Agglomération (attestation en date du 21 mai 2024).  
J'ai été constaté par moi-même sur quelques lieux.



Ex : affiches mairie Douvaine et SIAC Thonon

L'arrêté est aussi visible sur le panneau électronique de communication municipale à la mairie de Douvaine.

## ○ Pour la publication dans la presse :

Conformément à l'article 11 de l'arrêté n°ARR-URB2024-004 du 06 mai 2024

- Les 16 mai et 06 juin 2024 dans Le Dauphiné Libéré (édition Haute Savoie),
- Les 16 mai et 06 juin 2024 dans Le Messager.

Les extraits de publication de deux journaux m'ont été remis et annexés au présent dossier.

---

Enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine.  
Commissaire enquêteur Denis BLAISE.

- **Le site internet de Thonon Agglomération**

La publicité est aussi faite sur le site ci-dessus mentionné à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>.

- **Communication en amont de l'enquête**

Il est à noter que 2 réunions ont été organisées en 2022 en amont du projet :

- Le 08 novembre 2022 dont le thème était l'arrivée du lycée et l'aménagement du secteur du Maisse à Douvaine ; cette réunion s'est réalisée en présence d'élus et des services de la région, de l'agglomération et de la commune en présence d'une soixantaine de personnes. Outre le lycée, les autres sujets abordés furent : les équipements sportifs, les gares routières, la question de la mobilité entre autres.
- Le 13 septembre, une réunion avec les propriétaires des terrains du ténement du lycée.

## **4. Déroulement de l'enquête**

### **a. Dates de l'enquête**

Comme indiqué dans l'arrêté n° ARR-URB2024-004 du 06 mai 2024 portant sur l'organisation de l'enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCoT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse) qui sera du vendredi 31 mai 2024 à partir de 09h00 jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 17h ».

### **b. Les permanences**

- Vendredi 31 mai 2024 de 9 heures à 12 heures : ouverture de l'enquête
- Mercredi 12 juin 2024 de 16 heures à 19 heures (\*)
- Samedi 22 juin 2024 de 9 heures à 12 heures
- Lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 de 14 heures à 17 heures : clôture de l'enquête

(\*) ce jour, la mairie sera accessible exceptionnellement jusqu'à 19 heures.

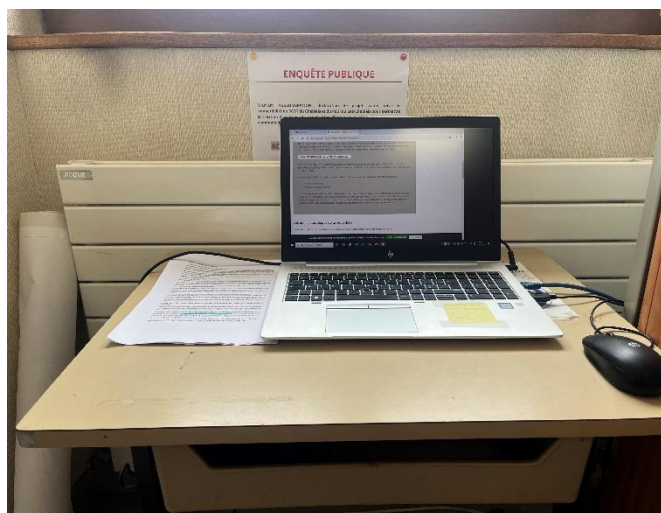
## **c. Eléments et outils mis à disposition du public**

- **Dossier d'enquête**

- ▶ Arrêté ARR-URB2024.004 : ouverture de l'enquête publique
- ▶ Délibération n°CC2024.00079 : fixation des modalités de concertation
- ▶ Avis conforme de la MRAE (SCoT)
- ▶ Avis délibéré de la MRAE (PLUi)
- ▶ Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 20 décembre 2023 avec en annexe avis de la région
- ▶ Evaluation environnementale
- ▶ Examen cas par cas + annexe (PLUi du Bas-Chablais)
- ▶ Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi du Bas-Chablais
- ▶ Plan de zonage
- ▶ Plan des prescriptions
- ▶ Extrait du règlement écrit du PLUi du Bas-Chablais
- ▶ Examen au cas par cas et annexe : SCoT du Chablais
- ▶ Extrait modifié par la DP-MEC du Document d'Orientation et d'Objectifs et Document d'Aménagement Artisanal et Commercial
- ▶ Extrait modifié par la DP-MEC du rapport de présentation de SCoT du Chablais.
- ▶ Délibération du conseil communautaire du 28 mai 2024 tirant le bilan de la concertation sur la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais (ajouter le 06 juin 2024 avec l'accord du commissaire enquêteur).

- **Accès au dossier**

- Les pièces composant les dossiers ainsi que les registres d'enquête cotés et paraphés par mes soins le 27 mai 2024 lors de ma venue en amont du début de l'enquête, ont été tenus à la disposition du public en mairie de Douvaine ainsi qu'au syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais, 23 grande rue 74210 Thonon Les Bains et à l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération au Domaine de Thénières à BALLAISON ; et ce pendant toute la durée de l'enquête aux heures et jours d'ouverture de ces structures.
- Le dossier était également consultable sur le site de Thonon Agglomération dans la rubrique « urbanisme ». Il est à noter qu'un poste informatique, permettant de se connecter sur le site de Thonon Agglomération, était mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête et aux heures d'ouverture de la mairie de Douvaine ; ce poste permettait d'accéder aussi au site du registre dématérialisé par le biais du site de la communauté d'agglomération et ainsi d'ouvrir la possibilité de déposer éventuellement des observations.



Poste à disposition à la mairie de Douvaine.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pouvait prendre connaissance du dossier et y consigner éventuellement ses observations et /ou ses propositions :

- Sur les registres papier établis sur feuillets non mobiles côtés et paraphés par le commissaire enquêteur ouverts à cet effet et disponibles sur les lieux suivants :
  - À la mairie de DOUVAINE, place de l'hôtel de ville 74140 Douvaine, siège de l'enquête et des permanences du commissaire enquêteur ;
  - Au Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais, 23 grande rue 74210 THONON LES BAINS ;
  - A l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération au Domaine de Thénières à BALLAISON.Et ce, pendant toute la durée de l'enquête aux heures et jours d'ouverture de ces structures.
- Par correspondance, à l'attention du commissaire enquêteur Denis BLAISE, Thonon Agglomération, service de l'urbanisme, Domaine de Thénières – 74140 Ballaison ; le cachet de la Poste tenant lieu d'envoi dans le délai imparti
- Par voie électronique,
  - à l'adresse suivante : [urbanisme@thononagglo.fr](mailto:urbanisme@thononagglo.fr),
  - ainsi que sur le registre dématérialisé accessible par le site de de Thonon Agglo

## **d. Contexte général et bilan de l'enquête**

L'enquête publique s'est déroulée correctement et sans incident. J'ai pu disposer d'un lieu de permanence pour accueillir convenablement le public qui pouvait s'y exprimer librement.

La participation physique est restée extrêmement limitée voire inexistante sur quelques permanences ; les réunions organisées en amont par les maîtres d'ouvrage peuvent expliquer l'absence de fréquentation, les explications ayant déjà fait l'objet d'un échange ; la période de l'enquête a aussi été marquée par une activité électorale forte. A l'inverse la consultation du site dédié à l'enquête

s'est révélée conséquente marquant ainsi l'intérêt du public pour ce sujet ainsi que la préférence à utiliser les canaux dématérialisés : 655 visiteurs.

J'estime que les dispositions réglementaires ont bien été prises en compte pour une information de qualité au public en lui permettant d'examiner le dossier et de formuler ses observations conformément à l'article L 123-1 du code de l'environnement même si un accès direct au registre dématérialisé aurait été plus facile à utiliser.

## **e. Clôture de l'enquête publique**

Au terme de la consultation du public le 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 17h et conformément à l'article 7 de l'arrêté ARR-URB2024.004 du 06.05.2023, les registres ont été clos et signés par le commissaire enquêteur.

Le procès-verbal de synthèse a été élaboré au terme de l'enquête publique et transmis par mail et avec son accord à M LAROCHE le 03 juillet 2024 à 15h45.

Nous sommes convenus d'un retour, au commissaire enquêteur, du dossier dument complété des éventuelles réponses et/ou remarques pouvant être apportée par mail dans les délais légaux.

## **f. Comptabilisation des observations/contributions**

### **► Visites et observations formulées pendant des permanences**

- Vendredi 31 mai 2024 de 9h à 12h
  - Nombre de personnes : 2
    - Ms FEUNTEUN Erwan et BERTEAU William : ces personnes sont venues pour faire part de leurs interrogations concernant les flux de circulation liés au développement du projet : sécurité et capacité d'absorption et connaître les projets communaux visant à répondre à cette problématique de mobilité : pas de contribution
  - Nombre d'observations formulées sur le registre papier : 0

- Mercredi 12 juin 2024 de 16 heures à 19 heures
  - Nombre de personnes : 0
  - Nombre d'observations formulées sur le registre papier : 0
  
- Samedi 22 mai 2024 de 9 heures à 12 heures
  - Nombre de personnes : 0
  - Nombre d'observations formulées sur le registre papier : 0
  
- Lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 de 14 heures à 17 heures
  - Nombre de personnes : 3
    - Mmes VIOLLAND CHAPEL Janine, VIOLLAND Marie Louise et BOURGEOIS DAVET Janine.
    - Leur observation commune : « Le 1<sup>er</sup> juillet 2024, Mme VIOLLAND Janine 19 allée de Troche à Douvaine, Mme VIOLLAND Marie Louise 74 rue de la tumelière à Lire-Oreed'Anjou et Mme BOURGEOIS – DAVET Janine 117 route de Thonon 1222 VESENAZ (\*) :

Nous sommes propriétaires en indivision des parcelles N° 29 / 30 / 2728 / 2730 sect. B « sous le bois » à Douvaine

Nous demandons que chaque propriétaire reçoive les différentes correspondances pour ce projet ».

*(\*) A noter qu'une quatrième personne inscrite sur le registre n'était pas présente au moment du dépôt de la contribution et donc ne peut être reconnue comme contributeur (identité non reprise et confirmation par absence de signature sur le registre).*

  - Nombre d'observations formulées sur le registre papier : 1

► **Nombre d'observations total déposées sur les 3 registres papier :**

- Observations sur le registre papier de DOUVAIN : **1**
- Observations sur le registre papier du SIAC : **0**
- Observations sur le registre papier de BALLAISON : **0**

► **Fréquentation et observations du registre dématérialisé**

- Nombre de visiteurs uniques qui ont consulté le site : 655
- Nombre de visiteurs qui ont téléchargé 1 document : 235
  - Avis d'enquête publique : 44
  - Arrêté d'enquête publique 46
  - Extrait modifié par la DP - MEC 35
- Nombre d' observations/contributions déposées : **0**

► **Observations reçues par mail** 0

► **Observations reçues par courrier** 0

**Total des observations/contributions pendant l'enquête : 1**

## **g. Observations du commissaire enquêteur**

Les premières maquettes de la construction ont été présentées à la région dernièrement aux maîtres d'ouvrage en présence d'élus. Ces simulations vont permettre de faire évoluer le projet dans plusieurs domaines notamment la mobilité et l'habitat.

1. Je souhaiterai dans ce cadre avoir connaissance des évolutions structurelles visant à intégrer l'augmentation des flux de circulation liés aux venues quotidienne ou/et hebdomadaire des 1700 élèves, des 200 enseignants ainsi que des personnels du fonctionnement du lycée dans le cadre de mobilité douce.

2. Et dans un deuxième temps, je souhaiterai aussi être éclairé sur les possibilités d'habitat actuelles et à venir pour les personnels de l'enseignement ainsi que pour ceux du fonctionnement qui souhaiteraient se loger dans le périmètre proche du lycée qui sera leur lieu de travail.

## **h. Réponses apportées au PV de synthèse de la MOA**

(Document reçu par mail le 08 juillet 2024)

### **→ sur l'observation portée sur le registre papier de Douvaine**

*« La remarque inscrite porte sur un élément foncier ne concernant pas directement la procédure de mise en compatibilité. Nous précisons toutefois que nous prenons bonne note de la demande dans le cadre du volet foncier, conduit également par Thonon Agglomération ».*

### **→ sur les observations du commissaire enquêteur**

- *Evolutions structurelles à venir quant à la gestion des flux.*

*« Comme vous l'avez indiqué, le lycée va être un générateur de flux, et dans ce cadre, depuis 2022, des études d'aménagement (étude sectorielle du Maisse réalisée dans le cadre du PLUi-HM, 2022-2023), de circulation (étude "circulation" de Douvaine, 2023) et de maîtrise d'oeuvre voirie (en cours) sont menées par la commune de Douvaine et l'Agglomération de Thonon, en lien avec la Région Auvergne Rhône Alpes, Maître d'ouvrage du Lycée, afin de garantir la fluidité des flux à terme, et à la bonne cohabitation des différents modes de déplacement. Il s'agit aussi de requestionner le plan de circulation de façon à apaiser au maximum le secteur du Maisse, qui va devenir un véritable pôle d'équipements publics (groupe scolaire, collège, lycée équipements sportifs dont la future piscine), où il s'agira d'éviter les flux de pur de transit.*

*La question du trafic et de la circulation est un enjeu primordial de l'aménagement du Maisse, à fortiori au vu du constat actuel du "shunt" ayant pour effet un phénomène d'évitement du carrefour à feu du centre de Douvaine, en chargeant ledit secteur du Maisse, c'est pourquoi ce sujet fait l'objet de démarches complémentaires citées ci-dessus.*

*Enfin la question de la circulation des bus est également abordée à travers les réflexions en cours des gares routières, où il est envisagé d'avoir des solutions de stationnement tenant compte des lieux de provenance, afin, une fois encore, de limiter les engorgements de trafic dans le Cœur de Douvaine, y compris dans le Maisse. Les solutions définitives seront affinées lorsque la carte scolaire du lycée sera connue.*

---

Enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine.

Commissaire enquêteur Denis BLAISE.

- Possibilités d'habitat pour les personnels de l'enseignement et de fonctionnement.

*Depuis la décision d'implanter le lycée sur la commune de Douvaine, le sujet de l'habitat a été amplement intégré à la question de l'aménagement non seulement du Maisse, mais aussi de celui à l'échelle de la commune. En effet, l'étude sectorielle du Maisse a fléchi très concrètement des secteurs qui seront dédiés à l'habitat aux abords proches du lycée, que ce soit à travers le renouvellement urbain progressif de la rue des Acacias, mais aussi l'inscription dans le PLUi-HM en cours d'élaboration, d'un nouveau secteur d'habitat qui sera situé sur la partie sud du tènement ayant vocation à accueillir aussi les nouveaux équipements sportifs.*

*Plus généralement, la politique d'habitat sur Douvaine vise à tenir compte du rôle nouveau que va jouer la commune dotée de ces nouveaux équipements d'intérêt Communautaire, qui lui confère donc aussi un rôle nouveau d'accueil en logements. Ces réflexions vont de pair à la question des logements dédiés aux futurs enseignants et personnel de fonctionnement du lycée mais aussi des futurs étudiants (BTS), où il y aura un réel enjeu de proposer des solutions sur Douvaine. Cela est d'autant plus important, que les cas de plus en plus fréquents de contractuels parmi le personnel enseignant, engendrent souvent plus de mobilité, et il faut donc répondre à cela avec une offre d'habitat en cohérence ».*

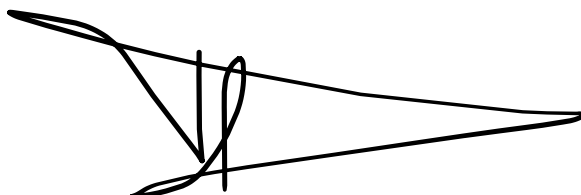
→ **commentaires du commissaire enquêteur sur les réponses**

Le commissaire enquêteur prend acte des réponses apportées aux observations, concernant celle du public, je partage la lecture qui en est faite ; pour mes propres observations, je constate que les sujets sont bien intégrés au projet global, il conviendra pour autant d'en informer les personnes concernées au fur et à mesure de la finalisation de ces dossiers.

Fait le 15 juillet 2024,

Denis BLAISE

Commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' and 'B' intertwined.

# LES ANNEXES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU 20/03/2024

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

N° E24000051 /38

Le président du tribunal administratif

**Décision désignation commission ou commissaire du 20/03/2024**

**CODE : 1**

Vu enregistrée le 08/03/2024, la lettre par laquelle Monsieur le Président de THONON AGGLOMERATION demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

*Déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais relative à la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (Haute-Savoie) ;*

Vu le code de l'environnement ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1** : Monsieur Denis BLAISE est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Georges CONSTANTIN est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de THONON AGGLOMERATION, à Monsieur Denis BLAISE et à Monsieur Georges CONSTANTIN.

Fait à Grenoble, le 20/03/2024.

N° E24000051 /38

le vice-président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, overlapping loops and strokes, representing the name Stéphane Wegner.

Stéphane Wegner



Mission régionale d'autorité environnementale  
**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité  
environnementale sur la mise en compatibilité du schéma de  
cohérence territoriale (Scot) du Chablais (74) dans le cadre d'une  
déclaration de projet pour la construction d'un lycée et d'une gare  
routière sur le territoire de la commune de Douvaine**

**Avis n° 2023-ARA-AC-3257**

**Avis conforme délibéré le 5 décembre 2023**

## **Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), s'est réunie le 5 décembre 2023 en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis conforme sur la mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Chablais (74) dans le cadre d'une déclaration de projet pour la construction d'un lycée et d'une gare routière sur le territoire de la commune de Douvaine.

Ont délibéré : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Igor Kisseleff, Jean-Pierre Lestoille, Yves Majchrzak, Muriel Preux, Benoît Thomé et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le document qui fait l'objet du présent avis.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable »

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret no 2023-504 du 22 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021, 2 juin 2021, 19 juillet 2021, 24 mars 2022, 5 mai 2022, 9 février 2023, 4 avril 2023 et 19 juillet 2023 ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis enregistrée sous le n°2023-ARA-AC-3257, présentée le 5 octobre 2023 par le syndicat intercommunal d'aménagement du Chablais (74), relative à la mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Bas-Chablais ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 8 novembre 2023 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie en date du 17 novembre 2023 ;

Vu la contribution de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Haute-Savoie en date du 20 octobre 2023 ;

**Considérant** que la commune de Douvaine (Haute-Savoie) compte 6 688 habitants sur une superficie de 10,5 km<sup>2</sup> (données Insee 2020), qu'elle fait partie de la communauté d'agglomération de Thonon agglomération et du pôle métropolitain du Genevois français, est couverte par le plan local d'urbanisme intercommunal du Bas-Chablais et par le schéma de cohérence territoriale (Scot) du Chablais dont l'armature territoriale la qualifie de pôle structurant ;

**Considérant** qu'il est projeté de construire un lycée et une gare routière associée sur le territoire de la commune de Douvaine ; qu'au titre des plans et programmes, la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie de deux demandes d'examen au cas par cas simultanées pour les mises en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais et du Scot du Chablais pour permettre la réalisation de ce projet<sup>1</sup> ;

**Considérant** que le projet de mise en compatibilité du Scot du Chablais a pour objet de :

- modifier le document d'orientations et d'objectifs (DOO) pour préciser que le projet structurant de futur lycée n'est pas implanté sur le territoire de la commune de Bons-en-Chablais, mais sur celui de Douvaine qui, *« par sa localisation, participe au rééquilibrage géographique des équipements scolaires supérieurs à l'échelle du Chablais et favorise l'utilisation des transports en commun structurants (projet de BHNS sur la commune) »* (chapitre 11.3. *« Développer un équipement scolaire structurant »*) ;
- modifier le document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC) pour :
  - rectifier la représentation graphique de la zone commerciale périphérique sur le territoire de la commune de Douvaine, avec un retrait du site d'implantation du magasin *Lidl* (réaffecté à la gare routière) et l'ajout du nouveau site d'implantation du magasin *Lidl* dans le secteur *« Champs Bruns »* (fiche 24 *« Douvaine – Pôle économique »*) ;
  - ajouter la *« Possibilité d'une surface commerciale > 500 m<sup>2</sup> de surface de vente à vocation alimentaire, fréquence d'achat régulière et hebdomadaire, uniquement sur le tènement de l'ancienne scierie et des parcelles au nord de celle-ci, secteur « Champs Bruns » et pour permettre la relocalisation de la surface commerciale LIDL existante qui sera remplacée par un équipement public d'intérêt général (gare routière du lycée) »* ;

**Considérant** que les évolutions projetées du Scot n'apparaissent pas susceptibles d'effets négatifs notables sur l'environnement ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Chablais (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée.

---

1 Au titre du projet, une décision de soumission a été rendue par l'Autorité en charge du cas par cas pour l'opération de délocalisation d'un magasin de l'enseigne *« Lidl »* induite par la réalisation de la gare, en date du [8 juin 2023](#). En outre, le dossier précise que ce projet s'inscrit dans un développement futur de la commune qui comprend plusieurs opérations : le lycée en partie sud, une piscine et un gymnase, des opérations de logements denses, des réflexions de réaménagement global des espaces publics, des liaisons douces et des circulations

**Rend l'avis qui suit :**

La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (Scot) du Chablais (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle **ne requiert pas** la réalisation d'une évaluation environnementale.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du Code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale (Scot) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale  
sur la mise en compatibilité n°3 du plan local d'urbanisme  
intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais dans le cadre d'une  
déclaration de projet pour la construction d'un lycée et d'une  
gare routière sur le territoire de la commune de Douvaine (74)**

**Avis n° 2024-ARA-AUPP-1396**

**Avis délibéré le 23 avril 2024**

## Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), s'est réunie le 23 avril 2024 en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la mise en compatibilité n°3 du plan local d'urbanisme inter-communal (PLUi) du Bas-Chablais.

Ont délibéré : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Igor Kisseleff, Yves Majchrzak, Muriel Preux, Catherine Rivoallon-Pustoc'h, Benoît Thomé et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le document qui fait l'objet du présent avis.

\*\*\*

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 5 février 2024, par les autorités compétentes, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Cette saisine étant conforme à l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, l'agence régionale de santé a été consultée par courriel le 6 février 2024 et a produit une contribution le 5 mars 2024.

A en outre été consultée l'unité interdépartementale de l'architecture et du patrimoine de Savoie et de Haute-Savoie qui a produit une contribution le 5 mars 2024 ;

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit. Les agents de la Dreal qui étaient présents à la réunion étaient placés sous l'autorité fonctionnelle de la MRAe au titre de leur fonction d'appui.

**Pour chaque plan ou programme soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne publique responsable et du public.**

**Cet avis porte sur la qualité du rapport environnemental présenté par la personne responsable, et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.**

**Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe. Conformément à l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, il devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

**Aux termes de l'article R.104-39 du même code, l'autorité qui a arrêté le plan ou le programme met à disposition une déclaration résumant la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations auxquelles il a été procédé.**

## Synthèse de l'avis

Le présent avis de l'Autorité environnementale porte sur la mise en compatibilité n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) élaborée par la communauté d'agglomération Thonon agglomération. Sont analysées à ce titre la qualité du rapport d'évaluation environnementale et la prise en compte des enjeux environnementaux de la mise en compatibilité n°3 du **plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)**.

La mise en compatibilité a pour objet de permettre la construction d'un lycée et d'une gare routière sur la commune de Douvaine (Haute-Savoie), avec comme pré-requis le déplacement de l'autre côté d'une route départementale, d'un magasin alimentaire de l'enseigne « Lidl » à la place duquel est prévue l'implantation de la gare routière.

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont le paysage et le patrimoine bâti (en particulier la conservation et la mise en valeur des monuments historiques et du site inscrit et de leurs abords), les milieux naturels et la biodiversité, la mobilité et le changement climatique. Ces enjeux ont été notifiés à la personne publique responsable du PLUi dans un courrier du [5 décembre 2023](#), en lui précisant que l'évolution projetée ne relevait pas du champ d'application de l'examen au cas par cas, et en l'invitant à mettre en œuvre la procédure d'évaluation commune avec les maîtres d'ouvrage du magasin Lidl, de la gare et du lycée. Cette invitation n'a pas été suivie d'effet.

Le dossier transmis mentionne la réalisation début 2021, à l'échelle du PLUi, d'une analyse comparative de dix sites potentiels pour accueillir le nouveau lycée, ce qui participe d'une mise en œuvre de la séquence visant à « éviter » (les incidences négatives pour l'environnement). Toutefois, le fait que cette étude de 2021 ait conclu à une absence de sensibilités environnementales et patrimoniales sur le site retenu n'est pas recevable dans la mesure où elle préjuge des conclusions des inventaires écologiques qui n'ont débuté qu'en mai 2023 et ne traite pas des incidences des opérations de construction du lycée et de la gare et de déplacement de l'enseigne Lidl.

L'évaluation environnementale adressée pour avis a été transmise deux mois après le courrier du 5 décembre 2023 susmentionné. Elle comprend plusieurs erreurs de méthode, des omissions et insuffisances.

Les erreurs de méthode sont liées d'une part au refus de traiter des mesures de compensations au motif que l'évaluation environnementale considérée concerne un plan ou programme (PLUi), d'autre part à l'amalgame entre les déclarations d'intention d'un maître d'ouvrage sur les caractéristiques de son opération avec des mesures « éviter-réduire-compenser » (ERC) définies par le PLUi, et enfin, à l'absence d'analyse des incidences d'un zonage dans lequel s'inscrit l'opération de relocalisation du supermarché qui participe au projet d'ensemble, au motif que la réalisation de cette opération ne nécessite pas d'évolution du PLUi, alors même qu'il n'est pas établi que le zonage considéré ait fait l'objet d'une analyse de l'état initial de l'environnement et des incidences sur l'environnement de l'urbanisation de ce secteur.

S'agissant du paysage et du patrimoine bâti, le dossier, en l'absence de photomontages, n'analyse pas suffisamment la covisibilité de l'ensemble des opérations projetées, depuis et vers les bâtiments remarquables ni, en conséquence, le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants. Les mesures qui semblent être définies pour éviter, réduire et compenser les incidences du projet sur le

paysage et le patrimoine bâti sont soit inopérantes (externes au PLUi), soit difficilement opérationnelles, et les mesures de suivi incertaines.

S'agissant des milieux naturels et de la biodiversité, le PLUi identifie une zone humide sans prévoir de mesure pour la préserver et le rapport de présentation constate la présence de plusieurs espèces protégées mais ne conclut pas sur la nécessité ou non d'obtenir une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ni, dans l'affirmative, sur la réunion des conditions cumulatives requises, et se borne en substance à renvoyer à l'étude d'impact ultérieure.

S'agissant de la mobilité, le dossier mentionne l'existence d'une étude de la circulation sans la joindre et mentionne un accroissement important des flux sans le quantifier.

S'agissant du changement climatique et des émissions de gaz à effet de serre (GES), le dossier mentionne un déstockage du carbone lié à la destruction de puits de carbone naturels sans le quantifier, ni définir de mesure de compensation. Le projet d'évolution du PLUi semble représenter une émission de 870 à 1 060 tCO<sub>2</sub>. Il est recommandé de compléter le dossier par un bilan carbone et de prévoir des mesures d'évitement, réduction et compensation adaptées.

Au regard des importantes insuffisances relevées dans l'évaluation environnementale, l'Autorité environnementale recommande de la reprendre, d'améliorer la prise en compte de l'environnement et de lui représenter pour avis.

L'Autorité environnementale engage en outre à nouveau les maîtres d'ouvrages concernés par le magasin Lidl, la gare routière et le lycée à se rapprocher pour réaliser une étude d'impact unique pour leurs opérations, conformément au code de l'environnement, car elles s'inscrivent dans un même périmètre de projet comme l'a déjà précisé l'autorité chargée de l'examen au cas par cas au titre du code de l'environnement, de sorte à éviter un « *saucissonnage* » du projet global et sécuriser leurs opérations respectives. En outre, compte tenu des compléments à apporter pour corriger les erreurs de méthode et combler les omissions et insuffisances du présent rapport environnemental dédié à l'évaluation du PLUi, l'Autorité environnementale renouvelle son invitation à réaliser une procédure commune.

L'ensemble des observations et recommandations de l'Autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé.

## Avis détaillé

### 1. Contexte, présentation de la mise en compatibilité n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et enjeux environnementaux

#### 1.1. Contexte et présentation de la mise en compatibilité n°3 du PLUi

La commune et la région, en co-maîtrise d'ouvrage, portent un projet global consistant à réaliser un lycée (pouvant accueillir jusqu'à 1700 élèves) sur la commune de Douvaine (Haute-Savoie) et une gare routière en lieu et place d'une surface commerciale de l'enseigne « Lidl », qui sera délocalisée de l'autre côté d'une route départementale pour libérer l'espace nécessaire à la réalisation de la gare<sup>1</sup> (figure 1).

L'opération de délocalisation du magasin Lidl a été soumise à étude d'impact. Il a été précisé que cette opération doit être regardée comme s'inscrivant dans un projet plus global d'aménagement et de développement du secteur de Maisse qui intègre la construction du lycée de Douvaine et de la gare routière qui se substitue à l'emplacement actuel du Lidl<sup>2</sup>, et qu'en conséquence l'étude d'impact doit porter sur l'ensemble du projet<sup>3</sup>.

Le schéma de cohérence territoriale (Scot) du Chablais actuellement en vigueur prévoit que la commune de Bons-en-Chablais doit accueillir un lycée, il fait actuellement l'objet d'une procédure de mise en compatibilité pour substituer la commune de Douvaine à cette commune et pour intégrer le nouvel emplacement de l'enseigne Lidl dans les espaces commerciaux identifiés dans le document d'aménagement artisanal et commercial (Daac). Le projet de mise en compatibilité du Scot a fait l'objet d'un examen au cas par cas et a été dispensé d'évaluation environnementale<sup>4</sup>.

Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais fait également l'objet d'une mise en compatibilité n°3 pour permettre la réalisation du projet précité, dans le cadre d'une déclaration de projet. Cette évolution du PLUi a plus précisément pour objet de :

- changer une orientation du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) sur la localisation du lycée ;
- supprimer l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielle DOU4 concernant la zone 1AUY1 ;

1 Ce projet mobilise cinq maîtres d'ouvrages et personnes publiques responsables de documents d'urbanisme : 1) la société en non collectif "Lidl", 2) la société d'économie mixte "Société d'équipement du Rhône et de Lyon" pour le lycée pour le compte de la région, 3) le syndicat intercommunal d'aménagement du Chablais pour le Scot, 4) Thon-aggglomération pour le PLUi, 5) la commune de Douvaine pour les aménagements liés au lycée, cf. EE § 2.2 p.9.

2 Décision n°2023-ARA-KKP-04342 du [8 juin 2023](#) de la préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes (ARA). Le magasin Lidl est situé sur les parcelles B1902, B2017, B2736. Il est projeté de le transférer sur les parcelles C705, 543, 544, 30p, 704p, 653p et 669 qui sont classées en zone urbaine indicée UY1 dans le règlement graphique du PLUi.

3 D'autant plus que le dossier indique que des « projets de piscine et de gymnase à proximité viendront en complément », que le quartier est en « mutation » avec « l'accueil prévu d'opérations de logements denses et des réflexions de réaménagement global » (p 18 et 19 de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Scot et du PLU) et qu'il mentionne également des travaux routiers liés à la construction du lycée (p. 22), un emplacement pour une chaufferie collective, un logement de fonction... (p 26) et qu'il évoque la mutation à envisager du secteur de maisons individuelles à l'ouest du lycée après la construction de ce dernier (p. 27).

4 Avis conforme n° 2023-ARA-AC-3257 du [5 décembre 2023](#) de la MRAe ARA.

- modifier le règlement graphique pour reclasser la zone urbaine résidentielle mixte indicée 1AUb (3,17 ha) et la zone urbaine pour les activités commerciales indicée 1AUY1 (1,06 ha) en zone urbaine dédiée au lycée indicée UEL (totalisant 4,23 ha) ; reclasser une partie de zone UY1 en zone UE pour permettre la réalisation de la gare routière (0,69 ha) ; supprimer le périmètre de gel inscrit sur la zone 1AUb, les emplacements réservés 197 et 198 dont les objets sont la création de voiries, le périmètre de l'OAP DOU4 concernant la zone 1AUY1 (figure 2) ;
- modifier le règlement écrit pour définir les règles applicables à la zone UEL.



Figure 1 : site du Maisse, équipements existants et futurs et Lidl (source : dossier et MRAe pour le Lidl)

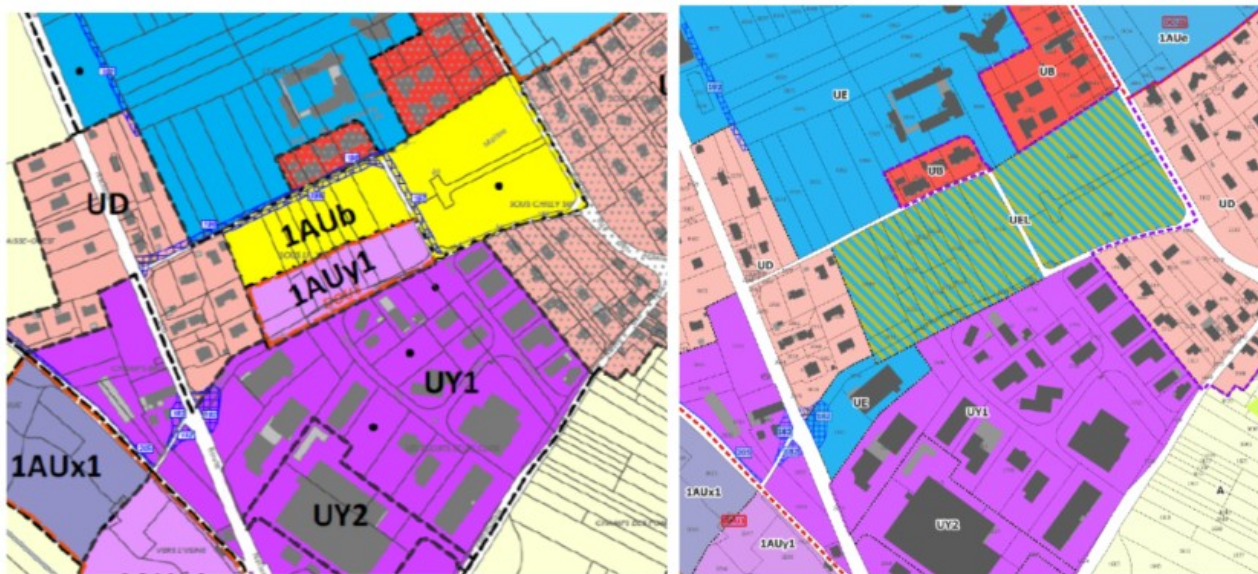


Figure 2 : règlement graphique du PLUi, avant et après la DP-MEC (source : dossier)

Questionnée sur la procédure d'évolution du PLUi, la MRAe a répondu le [5 décembre 2023](#) à la communauté d'agglomération Thonon agglomération, personne publique responsable du PLUi, que cette évolution ne relevait pas de la procédure d'examen au cas par cas mais de l'évaluation environnementale systématique, en l'invitant à mettre en œuvre une « *procédure commune* » d'évaluation environnementale pour le PLUi et le projet<sup>5</sup>. La MRAe a, en outre, identifié les principaux enjeux du territoire et du projet (paysage et le patrimoine bâti, milieux naturels et la biodiversité, mobilité, changement climatique) et précisé que le projet d'évolution du PLUi était susceptible d'avoir des incidences notables sur ces enjeux et nécessitait la réalisation d'une évaluation environnementale.

La présente saisine comprend l'évaluation environnementale de l'évolution du PLUi sans mettre en œuvre la procédure commune.

Dans le cadre de l'examen au cas par cas de l'opération de délocalisation du Lidl, la décision du [8 juin 2023](#) de la préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes, de soumission à étude d'impact, a précisé que cette opération s'inscrit dans un périmètre de projet plus global d'aménagement et de développement du secteur de Maise, au sens du III de l'article L.122-1 du code de l'environnement, notamment au regard des travaux de construction du lycée de Douvaine et de la gare routière du lycée projetée en lieu et place de l'actuel Lidl. En conséquence, la construction du lycée et de la gare est également soumise à étude d'impact, qui doit traiter à la fois du Lidl, de la gare et du lycée liés par des liens fonctionnels et des liens de cause à effet. Les flèches chronologiques qui figurent au dossier de PLUi laissent entendre qu'il est envisagé de mettre en œuvre une procédure d'examen au cas par cas au titre du code de l'environnement pour le lycée et la gare avec le cas échéant une étude d'impact pour ces opérations (si la dispense n'est pas accordée), et une autre étude d'impact distincte pour le Lidl<sup>6</sup>. Conformément au code de l'environnement, les opérations de déplacement du Lidl, de construction du lycée et de la gare sont liées et font donc partie d'un même périmètre de projet. L'Autorité environnementale engage leurs maîtres d'ouvrages à se rap-

5 Le courrier de la MRAe est partiellement reproduit dans le document intitulé « *évaluation environnementale* » p.6-7, sans mentionner l'invitation de réaliser une procédure commune.

6 Les études d'impact pour le lycée et le Lidl sont respectivement mentionnées après des inventaires naturalistes programmés en avril et juin 2024, EE § 2.2 p.9.

procher pour réaliser une étude d'impact unique, et ainsi éviter un « saucissonnage » du projet global et sécuriser leurs opérations respectives<sup>7</sup>.

L'Autorité environnementale renouvelle également son invitation à réaliser une procédure commune, y compris pour l'évolution du PLUi, compte tenu des compléments à apporter pour combler les omissions et insuffisances développées dans l'avis qui suit.

## **1.2. Principaux enjeux environnementaux de la mise en compatibilité n°3 du PLU et du territoire concerné**

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

- le paysage et le patrimoine bâti, en particulier la conservation et à la mise en valeur des monuments historiques et du site inscrit et de leurs abords ;
- les milieux naturels et la biodiversité ;
- la mobilité ;
- le changement climatique, en particulier les émissions de gaz à effet de serre.

## **2. Analyse du rapport environnemental et prise en compte de l'environnement par le PLU**

Le dossier transmis comprend notamment un document intitulé « *évaluation environnementale* » (ci-après « *EE* »)<sup>8</sup> qui s'analyse comme une partie du rapport de présentation. Sur la forme, ce document comprend quelques phrases ou schémas imprécis<sup>9</sup> et sur le fond, il présente des omissions et insuffisances.

### **2.1. Méthodologie de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme**

Le fascicule « *évaluation environnementale* » comporte trois erreurs de méthode qui méconnaissent la réglementation applicable aux évaluations environnementales et doivent être corrigées.

D'une part, il énonce que l'évaluation environnementale d'un plan ou programme n'a pas à se préoccuper des mesures de compensation des incidences négatives notable du plan ou programme sur l'environnement<sup>10</sup>. Ceci n'est pas recevable car le volet « *compenser* » de la séquence « *éviter – réduire – compenser* » (ERC) s'impose également aux plans et programmes par détermination de la directive [2001/42/CE](#) du 27 juin 2001 (annexe I g) et du 5° de l'[article R.151-3](#) du code de l'urbanisme qui la transpose. De plus, un renvoi à des mesures de *compensation* définies dans une procédure d'examen au cas par cas au titre du code de l'environnement est difficilement

7 Le « saucissonnage » d'un projet peut faire l'objet d'une annulation contentieuse, cf. CE, 8 mars 2024, Association Hydrauxois, n° [460964](#), B, à propos de la police de l'eau, des installations, ouvrages, travaux ou activités (lota).

8 Ce document de 75 pages n'est pas daté. Il est précisé que le bureau d'études Epode a été sollicité, p.9.

9 Par exemple, l'annonce de « *deux préconisations* » avec l'énoncé d'une seule (§ 5.1.6 p.42), l'annonce d'une alternative (« *soit* ») avec une seule branche (§ 8.4 p.52) ; un profil altimétrique sans identification cartographique des deux extrémités du segment considéré (§ 7 p.51) ; la juxtaposition des flèches chronologiques relatives au lycée, au Lidl et à l'évolution du Scot se font pas apparaître les mêmes repères temporels, au surplus la présentation est contre-intuitive pour le lycée dans la mesure où le mois de mars 2024 (cf. envoi examen au cas par cas) est énoncé avant le mois de janvier 2024 (cf. fin des inventaires faune et flore, § 2.2 p.9).

10 « *l'évaluation environnementale portant sur l'évolution du plan et programme ne relatara pas les éventuelles mesures compensatoires mises en œuvre (...), le projet de lycée fait l'objet d'un examen au cas par cas permettant de répondre à ces éléments plus précis de projet* », EE § 5.1.1 p.29.

concevable, dans la mesure où la mesure de compensation est caractéristique d'une incidence *notable* sur l'environnement, laquelle motive *ipso facto* une soumission à étude d'impact, en faisant sortir le projet du champ d'application de la procédure d'examen au cas par cas.

D'autre part, en dehors de l'hypothèse d'une mise en œuvre de la « *procédure commune* », l'évaluation environnementale des dispositions d'un plan ou programme ne peut logiquement s'apprécier qu'au regard du seul plan ou programme considéré, et en aucun cas au travers de l'évaluation environnementale future du projet ni *a fortiori* au travers de simples déclarations d'intention d'un maître d'ouvrage. Or, ici, en guise d'analyse des incidences environnementales de l'évolution du PLUi, le fascicule « *évaluation environnementale* » ne fait que relayer l'intention non étayée du maître d'ouvrage, que « *le projet visera* » ou « *se voudra vertueux au regard de l'environnement* » (§ 5.1.6 p.41, § 8 p.53). Ces futures caractéristiques du lycée doivent être regardées comme externes au PLUi et non établies dans le dossier transmis. De façon générale, l'évaluation environnementale est une démarche qui doit être objective, illustrée et doit pouvoir être vérifiée. En l'espèce, l'absence d'étude d'impact jointe à l'évaluation environnementale de l'évolution du PLUi rend cette allégation totalement inopérante et vaine.

De plus, le fait que la construction du nouveau Lidl ne nécessite pas d'évolution du PLUi (son terrain d'assiette étant déjà classé en « *zone urbaine dédiée aux activités économiques de types commerciales* » indicé UY1) ne dispense la personne publique responsable du PLUi, ni de l'obligation d'analyser l'ensemble des incidences du projet global à l'échelle du PLUi, en prenant en compte les incidences du nouveau zonage projeté (UEL pour le lycée et la gare) ainsi que les incidences du zonage UY1, ni d'analyser les solutions alternatives<sup>11</sup>. D'autant qu'il n'est pas établi que le rapport de présentation du PLUi en vigueur ait déjà évalué les incidences environnementales du classement en zone UY1 du nouveau terrain d'assiette du Lidl<sup>12</sup>.

**L'Autorité environnementale recommande de reprendre l'évaluation environnementale du PLUi conformément à la réglementation applicable.**

## **2.2. Analyse de sites alternatifs**

Le dossier présente l'intérêt d'illustrer la mise en œuvre de la séquence « *éviter* » (les incidences négatives du l'environnement) en procédant à une analyse comparative de dix sites potentiels pour accueillir le nouveau lycée sur cinq communes (Anthy-sur-Léman, Bons-en-Chablais, Douvaine, Massongy, Sciez, Perrignier) datée de février 2021 (notice § 2.2.1 p.13-17). L'un des critères d'analyse retenu correspond aux « *sensibilités environnementales, patrimoniales* ».

Le site retenu est présenté comme une dent creuse (qui évite une extension urbaine et un mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers), qui participe d'une gestion économe du foncier (du fait d'une mutualisation des équipements sportifs scolaires et une revalorisation de l'espace urbanisé du Lidl) et d'une limitation des déplacements motorisés (du fait d'une mixité fonctionnelle avec un projet de logements au nord-est, EE § 5.1.7 p.44, § 9.2 p.59, § 9.3 p.61).

11 Dans son avis du 5 mars 2024, l'Architecte des bâtiments de France a fait valoir que la délocalisation projetée du Lidl posait des difficultés au regard de la préservation du site inscrit et a recommandé d'organiser cette délocalisation de préférence sur tout ou partie du tènement qui s'avère avoir été affecté au lycée. Il appartient précisément à l'évaluation environnementale d'un PLUi d'analyser sur ce point les solutions alternatives à cette délocalisation.

12 Le [rapport de présentation](#) du PLUi ne comprend aucune analyse de l'état initial de l'environnement et des incidences environnementales sur ce tènement classé en zone UY1, voir notamment RP du PLUi du 25/02/2020, tome 1.2 justifications, § 7.2.1 et suiv. p.329 et suiv. Il n'analyse pas davantage le terrain d'assiette de la gare et du lycée (qui correspond à l'OAP DOU4) car il limite son analyse à deux seules OAP (DOU10 et DOU3 p.360, 363).

Il apparaît toutefois que le site retenu (n°6 « *Le Maisse* » à Douvaine), objet de la présente procédure d'évolution du PLUi, est identifié comme ne présentant aucune sensibilité environnementale et patrimoniale. Cette assertion n'est pas recevable, dans la mesure où aucun inventaire ne semble avoir été réalisé à la date de février 2021 et où l'analyse ne prend pas en compte le projet dans sa globalité, à savoir la délocalisation préalable du Lidl pour réaliser la gare, ni en conséquence les sensibilités environnementales et patrimoniales rattachées à ce nouveau site d'implantation.

**L'Autorité environnementale recommande de compléter, dans l'analyse des sites alternatifs, les sensibilités environnementales et patrimoniales du site retenu, en prenant en compte le projet global.**

### 2.3. *Paysage et patrimoine bâti*

Au titre de l'analyse de l'état initial de l'environnement, le dossier indique que le nouveau zonage est concerné par deux bâtiments ou groupe de bâtiments remarquables : il est compris dans les abords (500 m) d'un monument historique inscrit (l'ensemble urbain Häusermann-Costy)<sup>13</sup> et à proximité d'un site inscrit (le château de Troches et son parc, à 300 m) (figures 3 et 4)<sup>14</sup>.



Figure 3 : monuments historiques (source : dossier)

13 Le dossier indique que « L'ensemble urbain Häusermann-Costy a fait l'objet d'une étude permettant de définir le périmètre délimité de ses abords. Suite à cette étude, le secteur du lycée n'est plus compris dans le périmètre réglementaire du MH. »

14 Le « *nouveau centre urbain* » (également dénommé « *ensemble urbain Häusermann-Costy* ») est un monument historique inscrit par arrêté préfectoral du 20 janvier 2017 et le « *Château de Troches et son parc* » est un site inscrit par arrêté du 30 août 1946, cf. liste des [SUP](#) annexée au PLUi.



Figure 4 : site inscrit (source : dossier)

Le dossier comprend une analyse du caractère et de l'intérêt des lieux avoisinants.

Il comprend onze photographies datées de mai et juin 2023 et janvier 2024 (p.17-21). Il doit être complété pour numéroté ces photographies, leur attribuer une légende, localiser chacune des prises de vue sur un document cartographique ainsi que les éléments patrimoniaux. Il énonce que le site présente une identité rurale (champs) à l'exception du magasin Lidl existant, dans un contexte périurbain (lotissements à l'ouest, habitats collectifs au nord, zone d'activité au sud) et conclut que « *les ambiances paysagères sur place sont plutôt qualitatives (sauf pour le secteur du Lidl) et le site offre un intérêt pour les habitations proches en tant que « respiration » dans le tissu urbain. Cependant, les abords directs du site sont, eux peu qualitatifs, avec des formes bâties éclectiques, et le site ne présente pas de qualité paysagère particulièrement remarquable* » (EE § 3.3.2 p.22).

Toutefois, l'analyse du caractère et de l'intérêt des lieux avoisinants ne rend pas suffisamment compte de la covisibilité avec les bâtiments remarquables. Sur les onze photographies qui figurent dans le rapport de présentation, le dossier n'en comprend que trois, qui ont vocation à représenter les cônes de vue sur le monument historique et le site inscrit. Aucun des clichés ne permet d'identifier clairement le site protégé considéré, ni d'apprécier la covisibilité, qui s'entend dans les deux sens<sup>15</sup>. Pour les monuments historiques, le dossier ne comprend pas de clichés depuis le site protégé vers le projet global (nouveaux lycée, gare et Lidl). De même, pour le site inscrit, le dossier ne comprend pas de clichés depuis le projet global (nouveaux lycée, gare et Lidl) vers le site protégé.

Le dossier qualifie de « *fort* » l'enjeu paysager en lien avec les monuments historiques et le site inscrit (EE § 4 p.27) et d'« *enjeu particulier* » les covisibilités avec les monuments historiques et le site inscrit, « *de façon plus ou moins marquée selon la hauteur des futurs bâtiments* », sachant qu'aucune hauteur maximale n'est fixée ni pour le lycée ni pour la gare (EE § 5.1.2 p.32 ; art. UEL.II.2.b).

<sup>15</sup> Il a été précisé que la visibilité depuis un immeuble classé ou inscrit s'apprécie à partir de tout point de cet immeuble normalement accessible conformément à sa destination ou à son usage (CE, 20/01/2016, Commune de Strasbourg, n° [365987](#), B) ; est regardé comme situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit tout autre immeuble nu ou bâti visible du premier ou visible en même temps que lui et compris dans un périmètre de 500 m (CE, 26/03/2001, Secrétaire d'État au logement, n° [216936](#), B). Au regard de l'art.R.111-27 du code de l'urbanisme relatif au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, paysages naturels ou urbains ou à la conservation des perspectives monumentales, la qualité du site et l'impact de la construction projetée sur ce site s'apprécient au regard notamment de la covisibilité du projet avec des bâtiments remarquables quelle que soit la protection dont ils bénéficient par ailleurs au titre d'autres législations (CE, 22/09/2022, Ministre de la transition écologique, n° [455658](#), B).

Au titre de l'analyse des incidences, le dossier indique que le projet risque de masquer certaines vues qualifiées de peu remarquables sur les versants alentours (EE § 9.3 p.61).

Le dossier n'énonce pas clairement des mesures pour éviter, réduire et compenser les incidences du projet sur le paysage et le patrimoine bâti mais se limite à indiquer des « *réponses apportées par le PLUi* » et « *points de vigilance* » qui consistent en :

- une déclaration d'intention du maître d'ouvrage du lycée de réaliser un projet « *particulièrement vertueux* », avec une « *architecture soignée* » pour un « *bâtiment totem* » (p.32) ;
- une rédaction du règlement écrit « *assez souple* » avec des principes « *assez généraux* », du type « *ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains* » et « *prévoir une bonne insertion dans l'environnement* » (p.33)<sup>16</sup> ;
- une « *vigilance* », dont les modalités opérationnelles ne sont pas précisées, dans la mesure où les « *dimensions des futurs bâtiments n'étant pas encadrées, il s'agira d'avoir une vigilance vis-à-vis de la perception de ces derniers depuis les points de vue extérieurs, notamment en fonction de la hauteur* » (p.33).

Comme cela a été relevé au point 2.1 la première de ces mesures ne relève pas du PLUi et le caractère opérationnel des deux autres mesures n'est pas démontré.

Dans la mesure où la procédure d'évolution du PLUi concerne ici une mise en compatibilité avec un projet global connu (nouveaux lycée, gare et Lidl), le dossier doit être complété par des photo-montages (par temps ensoleillé) avec une représentation (même sommaire) des volumes des constructions projetées, pour permettre d'apprécier les covisibilités depuis et vers les bâtiments remarquables ainsi que l'ensemble des opérations projetées et bâtiments remarquables depuis un point de vue panoramique (EE p.21 et 66). Chaque cliché relatif à la covisibilité doit être présenté dans sa configuration actuelle, sans projet, et avec un photo-montage des volumes projetés pour véritablement analyser les incidences de l'évolution du PLUi.

Au titre des mesures de suivi, le dossier indique qu'un observatoire photographique « *pourra* » être réalisé, notamment depuis le panorama de la route du lac (EE § 10 p.66). Le rapport de présentation valant évaluation environnementale doit être reformulé pour donner clairement un caractère certain à cette mesure de suivi.

Ni le PLU ni la MECDU ne proposent de mesure pour limiter les impacts paysagers. Une OPA sectorielle aurait ainsi pu être proposée intégrant le transfert du magasin Lidl, pour fixer les secteurs d'implantation du bâti, garantir des couloirs de vue (monuments historiques – site inscrit – grand paysage), et définir les alignements plantés à constituer pour structurer le paysage aux abords des éléments bâtis.

#### **L'Autorité environnementale recommande de :**

- **référencer les photographies (numéro et légende), et localiser chaque prise de vue sur un document cartographique ainsi que les monuments historiques et sites inscrits ;**
- **compléter le dossier par :**

---

16 L'article UEL.II.3 du règlement écrit dispose que « *Les constructions et aménagements ne doivent pas, par leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains* ». L'article UEL.II.2 dispose que « *Les constructions autorisées, de par leur destination, l'importance de leurs programmes et de leurs surfaces, ainsi que leurs contraintes propres de fonctionnement et de structure, induisent des hauteurs spécifiques et adaptées, qui devront prévoir une bonne insertion dans l'environnement* ».

- des photographies pour représenter la covisibilité entre chacun des sites protégés et le projet global (nouveaux lycée, gare et Lidl) ;
- des photomontages (par temps ensoleillé) avec une représentation des volumes des constructions projetées, pour chaque cliché de covisibilité et depuis un point de vue panoramique ;
- proposer des mesures de réduction des impacts paysagers par exemple en créant une OAP sectorielle sur le site du projet global ;
- affirmer l'engagement de la mesure de suivi relative au paysage.

## 2.4. Milieux naturels et biodiversité

Au titre de l'analyse de l'état initial de l'environnement, le dossier indique qu'un inventaire naturaliste sur quatre saisons est « *en cours* » de réalisation (sur la période de mai 2023 à printemps 2024) sur « *la zone d'étude* » (EE § 3.3.1 p.14) et que « *l'ensemble des inventaires apparaîtront au sein des études d'impact concernées* » (§ 5.1.1 p.31).

La « *zone d'étude* » considérée n'est pas définie. Néanmoins, il se déduit des photographies et du document cartographique qui figurent au dossier (EE p.13-14) que cette zone se limite au tènement du lycée et de la gare (nouvelle zone UEL), sans intégrer le tènement mobilisé pour la délocalisation du Lidl sur la zone UY1 au lieu-dit des Champs Bruns, alors même que cette opération de délocalisation constitue la condition *sine qua non* de la réalisation du lycée et de la gare et qu'il n'est pas établi (comme indiqué au 2.1) que le rapport de présentation en vigueur du PLUi ait analysé les habitats naturels, la faune et la flore présents sur ce site. La zone d'étude doit être précisée et intégrer le secteur des Champs Bruns.

Sur la base des premiers résultats de ces inventaires, pour la flore, le dossier indique qu'« *aucun enjeu notable n'est identifié* ». Pour les milieux naturels, le dossier mentionne une prairie méso-phile, des cultures et une zone humide au niveau d'un fossé et conclut que les habitats naturels ne sont ni communautaires, ni prioritaires. Le dossier ne précise ni les espèces floristiques présentes, ni leur statut, ni la pression d'inventaire réalisée, ni si la date retenue correspond aux périodes favorables aux inventaires. Il doit être complété sur ces points.

Pour la faune, sur la base d'un inventaire au demeurant incomplet et imprécis (sur les dates et pression d'inventaire), le dossier conclut à la présence d'au moins une dizaine d'espèces protégées, avec l'avertissement que cette liste est incomplète dans la mesure où « *les prochains passages sur le terrain permettront d'ajuster les enjeux, notamment pour les amphibiens, l'avifaune et les chiroptères pour lesquels les inventaires ne sont pas terminés* »<sup>17</sup>.

L'enjeu de la préservation et de la valorisation de la zone humide est qualifié de « *très fort* », celui de limiter la disparition des espaces enherbés, bosquets et haies de « *fort* », celui de la préservation des espèces protégées n'est ni identifié ni hiérarchisé (EE § 4 p.27).

Au regard de l'état des connaissances, encore incomplet, de l'état initial de l'environnement sur le site du futur lycée et du futur Lidl, la conclusion du dossier, y compris au regard de la compatibilité avec le Scot, affirmant que « *le projet va impacter des habitats naturels de type culture/ champs en*

<sup>17</sup> Le dossier mentionne : Hérisson d'Europe, Pipistrelle commune, Pipistrelle pygmée, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle de Nathusius, Pipistrelle Vespère de Savi, Lézard des murailles, Chardonneret élégant, Verdier d'Europe, Linotte mélodieuse, Hirondelle rustique. Ces éléments sur la flore et la faune figurent dans le fascicule EE p.14-15 et dans la notice § 4.1.4 p.60-61.

majorité, ces habitats n'ont pas d'enjeux particuliers concernant la flore et la faune » (EE § 9.3 p.61) n'est pas recevable.

Le dossier n'énonce pas clairement de mesures pour éviter, réduire et compenser les incidences du projet sur la biodiversité mais se limite à indiquer des « réponses apportées par le PLUi » et des « points de vigilance » qui consistent en :

- des dispositions en faveur de la nature en ville prévues par le PLUi, de type épaisseur de terre végétale pour une toiture végétalisée, ratio d'arbres pour une aire de stationnement, composition des haies végétales (art.UEL.II.3.b et UEL.II.3.c) ;
- un règlement écrit « peu souple sur les destinations limitant les problématiques de mitage en faveur des opérations d'habitations ».

Mais on peut souligner :

- une absence de protection réglementaire pour la zone humide située dans la zone UEL, en contradiction avec l'enjeu « très fort » identifié, avec une annonce d'une prise en compte ultérieure de la zone humide « dans le cadre du projet » c'est-à-dire de la future étude d'impact (§ 5.1.1 p.29, § 9.1 p.56) ;
- une absence de mesure de protection des haies situées dans la zone UEL dans le PLUi, en contradiction avec l'enjeu « fort » identifié<sup>18</sup> ;
- une absence de coefficient de pleine terre dans le PLUi permettant de préserver des espaces favorables aux déplacements des espèces (art.UEL.II.4.a)<sup>19</sup>, en contradiction avec l'enjeu « fort » identifié.

Le dossier énonce que « l'évolution du PLUi permet sous bien des aspects de préserver les espaces naturels ainsi que les continuums écologiques, notamment grâce aux expertises complémentaires engagées dans le cadre de la démarche projet (expertise environnementale notamment) » (EE § 9.3 p.61). En l'état du dossier transmis, cette affirmation n'est pas étayée. En effet, si les travaux préparatoires à l'évolution du PLUi sont à l'origine de l'identification d'une zone humide sur une partie de la future zone UEL, cette prise de connaissance ne s'accompagne d'aucune mesure de protection particulière de cette zone humide par le PLUi, dans la mesure où l'OAP est supprimée, et que les règlements graphique et écrit ne prévoient ni trame de protection ni prescription de protection. Le renvoi à d'éventuelles mesures de protection par le maître d'ouvrage est insuffisant pour justifier d'une prise en compte correcte de l'environnement sur ce point. Par ailleurs, des outils de connaissance à venir, à savoir des inventaires faune-flore qui pourraient ultérieurement être produits dans une étude d'impact unique, à l'échelle du périmètre de projet « nouveaux lycée, gare et Lidl », ne suffisent pas aujourd'hui à assurer la préservation des espaces naturels par le PLUi.

Également, alors qu'elle a attiré l'attention de la personne publique responsable du PLUi à deux reprises, dans le courrier susmentionné du [5 décembre 2023](#) et dans l'avis du 29 août 2023 sur la précédente mise en compatibilité<sup>20</sup>, l'Autorité environnementale réitère que le PLUi doit être conclusif sur, soit l'absence d'espèce protégée, soit, lorsqu'une autorisation dérogatoire de des-

18 Le résumé non technique mentionne (p. 68) « les travaux de terrains ont permis d'identifier une Zone Humide, toutefois aucun outil réglementaire au titre du PLUi n'est mobilisé afin de la protéger. Même si le projet se veut vertueux ce manquement réglementaire peu poser question, tout comme la question des haies présentes sur le site (il serait intéressant de les préserver ou à défaut de les replanter) ».

19 Il apparaît que, pour la gare, le reclassement de la zone UY1 en zone UE a pour effet de faire disparaître le coefficient de pleine terre de 10 % (art.UY1.II.4.a et art.UE.II.4.a). Pour le lycée, le reclassement des zones 1AUy1 et 1AUb en zone UEL ont respectivement pour effet de faire disparaître les coefficients de pleine terre de 10 et 20 % (art.1AUy1.II.4.a, art.1AUb.II.4.a et art.UEL.II.4.a).

truction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue, la réunion des conditions cumulatives requises, notamment une « *raison impérative d'intérêt public majeur* ». En l'espèce, le rapport de présentation se limite à conclure à la présence d'espèces protégées. L'Autorité environnementale rappelle que ceci participe de la démarche itérative de l'évaluation environnementale et de la séquence « *éviter* » et qu'un PLUi ne peut pas indiquer qu'une zone présente des espèces protégées et renvoyer à des études écologiques ultérieures au stade de la réalisation du projet<sup>21</sup>.

**L'Autorité environnementale recommande de :**

- **préciser la zone d'étude de l'inventaire naturaliste et y intégrer les Champs Bruns (site du futur Lidl) ;**
- **préciser les espèces floristiques présentes, leur statut, justifier que la date de l'inventaire réalisé correspond aux périodes favorables aux inventaires ;**
- **qualifier l'enjeu de préservation des espèces protégées d'ores et déjà identifiées ;**
- **définir des mesures d'évitement, de réduction et de compensation en cohérence avec le niveau d'enjeux identifié ;**
- **supprimer les renvois à l'étude d'impact à venir, inopérants, sauf si une procédure commune est mise en œuvre ;**
- **conclure sur la nécessité ou non d'obtenir une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée et, dans l'affirmative, sur la réunion des conditions cumulatives requises.**

## **2.5. Mobilité**

Pour la maîtrise des déplacements, le dossier indique que la commune s'est engagée dans une étude de la circulation en intégrant le projet de lycée dans la modélisation, sans joindre cette étude, ni même rendre compte de son état d'avancement et des conclusions provisoires<sup>22</sup>.

Le dossier indique que deux projets de gares routières scolaires sont prévus, l'un au sud dédié au lycée et l'autre au nord-est dédié au collège (EE § 5.1.5 p.38-39, notice § 2.2.2 p.20). Le dossier ne précise pas si cette étude de circulation intègre ces deux gares, ni leur dimensionnement.

L'enjeu d'anticiper les flux de déplacement engendrés par l'aménagement du lycée est qualifié de « *très fort* » et celui de répondre aux besoins d'équipement du projet (stationnement, parking vélo, etc.) de « *fort* » (EE § 4 p.28).

L'analyse des incidences mentionne « *un accroissement important des flux* » (accueil de 1700 élèves provenant des différentes communes du Chablais), sans le quantifier (EE § 5.1.5 p.38) ainsi qu'une « *multiplication des impasses résidentielles* » qui semble sans rapport avec le projet de lycée et de gare.

Encore en contradiction avec le niveau d'enjeu, le PLUi ne définit aucune disposition pour le stationnement des deux roues (art. UEL.II.5.b) tout en reconnaissant que ceci est « *problématique dans le cadre d'un projet qui souhaite valoriser les mobilités douces* », en effet l'usage des deux roues dans les lycées mérite d'être davantage documenté dans le rapport de présentation pour motiver des prescriptions adéquates (EE p.40).

20 Avis n° 2023-ARA-AUPP-1288 du [29 août 2023](#) sur la mise en compatibilité n°2 du PLUi du Bas-Chablais (déclaration de projet pour la réalisation d'un équipement culturel et sportif sur la commune d'Excenevex), § 2.3 p. 10.

21 CAA Marseille, 23 juin 2022, n° 20MA00470, points 26, 27, 31 (PLU, Var).

22 Il convient de souligner que la question du trafic induit par le lycée a été le motif du refus de la commune de Bons-en-Chablais de l'accueillir sur son territoire.

**L'Autorité environnementale recommande de joindre à l'évaluation environnementale l'étude de circulation, et si elle n'est pas achevée de rendre compte de son état d'avancement et des conclusions provisoires ; et de définir des mesures d'évitement, de réduction et de compensation en cohérence avec le niveau d'enjeux identifié sur la mobilité.**

## **2.6. Atténuation du changement climatique**

Sur ce sujet<sup>23</sup>, le dossier indique que l'évolution du PLUi a pour effet de consommer 3 ha de terres agricoles et de déstocker du carbone (lié à la destruction de puits de carbone naturels), sans toutefois le quantifier. Selon la méthode de calcul développée par l'observatoire régional climat air énergie Auvergne-Rhône-Alpes (Orcae) en partenariat avec l'école des mines de Saint-Étienne, ceci correspond à une émission de l'ordre de 870 tCO<sub>2</sub><sup>24</sup>. En outre, si l'on prend en compte l'artificialisation du nouveau terrain d'assiette de délocalisation du Lidl, vierge de construction, d'une superficie d'environ 0,65 ha, cela représente 188,5 tCO<sub>2</sub> supplémentaires, soit une émission totale d'environ 1 060 tCO<sub>2</sub> induite par le PLUi.

L'étude d'impact doit fournir un bilan carbone pour démontrer comment le présent projet de mise en conformité du PLUi s'inscrit dans l'objectif de réduction des GES. Un bilan carbone n'est pas simplement une estimation sommaire des émissions prévues ou évitées par la modification, sans explicitation claire des hypothèses, méthodologie et références de calcul. Il doit inventorier toutes les sources d'émission et les comparer à une situation de référence.

Détailler les hypothèses et calculs d'un tel bilan permet en outre au territoire d'identifier et de justifier les leviers sur lesquels il est en mesure et prévoit d'agir.

Au regard de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050 et d'un projet présenté dans le dossier comme « vertueux » et « visant à l'excellence environnementale et climatique », il est attendu que le PLUi applique une démarche éviter-réduire compenser et définisse le cas échéant, des mesures de compensation en identifiant, à l'échelle du PLUi, un ou plusieurs sites anthropisés à renaturer pour une superficie minimale de 3,65 ha, avec un zonage adéquat garantissant leur préservation, afin de constituer de nouveaux puits de carbone naturels en compensation de ceux détruits pour la réalisation du projet.

En outre, le projet ne présente pas les mesures prises pour compenser l'imperméabilisation des sols, par la désimperméabilisation de surfaces.

**L'Autorité environnementale recommande de préciser :**

- **le bilan carbone de la présente mise en conformité du PLUi, notamment en quantifiant les émissions de CO<sub>2</sub> induites et de définir des mesures d'évitement, de réduction et de compensation adaptées ;**
- **comment la personne publique responsable du PLUi contribue à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050, en définissant une mesure de**

<sup>23</sup> Les données scientifiques relatives au changement climatique fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sont tenues pour incontestables par la Cour européenne des droits de l'homme, cf. CourEDH, Grande chambre, 09/04/2024, n° 53600/20, § 103-120 et [communiqué de presse](#).

<sup>24</sup> [ORCAE](#), Principes méthodologiques de production des données et indicateurs climat, air et énergie, janvier 2021, § 3.4 Méthodologie de calcul de l'absorption de carbone, p.44-46, la transformation de 1 ha de prairie ou forêt en sols imperméables représente une émission de 290 tCO<sub>2</sub> (cette méthode utilise une base de calcul de 6 ans, calée sur le millésime 2012-2018 de l'inventaire biophysique de l'occupation des sols CORINE Land Cover, et correspond à 48,33 tCO<sub>2</sub>/an). La même valeur de 290 tCO<sub>2</sub> figure également dans l'outil « GES Urba » proposé par le CEREMA (cette méthode utilise une base de calcul de 10 ans et correspond à 29 tCO<sub>2</sub>/an, cf. [Aide générale](#) GES Urba, annexe 5, p. 126 et [outil](#) GES Urba).

**compensation pérenne et opérationnelle pour reconstituer les puits de carbone naturels détruits ;**

- **les mesures prises pour compenser l'imperméabilisation des sols par la désimperméabilisation de surfaces.**

**Au regard des différentes insuffisances relevées ci-dessus et de leur importance, l'Autorité environnementale recommande de reprendre l'évaluation environnementale pour y apporter des réponses et de lui représenter le dossier avant mise à disposition du public.**

**CDA de THONON AGGLOMERATION**

**ARRETE n°ARR-URB2024.004**

**Arrêté ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative à la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais, pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse)**

**La Présidente du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais  
Le Président de la Communauté d'Agglomération de Thonon Agglomération**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code l'Urbanisme et notamment l'article L. 153-54,  
Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R.123-1 à R. 123-46,  
Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Bas-Chablais avec la Communauté de Communes des Collines du Léman, avec extension à la commune de Thonon-les-Bains, permettant la création d'une Communauté d'Agglomération « Thonon Agglomération » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Bas-Chablais approuvé le 25 février 2020, et modifié le 20 décembre 2022 (modification n°1 de droit commun et modification simplifiée n°1)  
Vu l'arrêté préfectoral N°PREF/DRCL/BCLB-2020-0013 du 06 mars 2020 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération Thonon Agglomération,  
Vu la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées, ainsi qu'à l'Autorité environnementale, du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais et du SCOT du Chablais,  
Vu l'avis en date du 05 décembre 2023 rendu par l'Autorité environnementale à l'issue du cas par cas, demandant une évaluation environnementale sur le volet mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais,  
Vu la réunion d'examen conjoint en date du 20 décembre 2023, et le procès-verbal de synthèse notifié aux personnes publiques associées,  
Vu la notification le 05 février 2024 de l'évaluation environnementale à l'autorité environnementale le 05 février 2024,  
Vu la décision du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 20 mars 2024, désignant Monsieur Denis BLAISE en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour la présente enquête publique, et désignant Monsieur Georges CONSTANTIN en qualité de commissaire enquêteur suppléant,  
Vu la délibération du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 26 mars 2024, fixant les modalités de concertation pour la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais,

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse).

## **Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur**

Afin de conduire l'enquête publique pour l'objet susmentionné, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné par décision n°E24000051/38 en date du 20 mars 2024, Monsieur Denis BLAISE, en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Georges CONSTANTIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique relative à l'objet mentionné à l'article 1 du présent arrêté.

## **Article 3 : Composition du dossier d'enquête publique**

Le dossier d'enquête publique est constitué des éléments suivants :

- Notice de présentation de la procédure ;
- Procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint ;
- Arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;
- **Volet SCOT du Chablais :**
  - Document d'orientations et d'objectifs (DOO) et document d'aménagement commercial (DAC) ;
  - Rapport de présentation ;
  - Examen cas par cas (formulaire, annexe et avis) ;
- **Volet PLUi du Bas-Chablais**
  - Plan de zonage ;
  - Plan des prescriptions ;
  - Règlement écrit ;
  - Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADDi) ;
  - Examen cas par cas (formulaire, annexe, avis) ;
  - Evaluation environnementale ;
  - Avis de l'Autorité environnementale ;
  - Délibération du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération du 26 mars 2024, fixant les modalités de concertation ;
  - Délibération du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération du 28 mai 2024, tirant le bilan de la concertation sur la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais ;

## **Article 4 : Information environnementale**

Le projet de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation figure dans le dossier mentionné à l'article 3 du présent arrêté. Le dossier et l'évaluation environnementale ont été transmis à l'Autorité environnementale.

## **Article 5 : Sièges de l'enquête publique**

Le siège de l'enquête publique est la Mairie de Douvaine – Place de l'Hôtel de ville – 74140 DOUVAIN.

**Article 6 : Les autorités responsables des projets auprès de laquelle des informations peuvent être demandées**

Les autorités responsables du projet sont :

- **Pour le volet mise en compatibilité du SCOT du Chablais :**  
Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), compétent en matière de SCOT, dont le siège se situe 23 Grande Rue – BP 33 – 74201 THONON-LES-BAINS. Toute information peut être demandée auprès de la direction du SIAC (04.50.04.24.24).
- **Pour le volet mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais**  
Thonon Agglomération, établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et de document d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe 2 Place de l'Hôtel de Ville – BP 80114 – 74201 THONON-LES-BAINS Cedex. Toute information peut être demandée auprès du service urbanisme de Thonon Agglomération (04.50.31.25.00).

**Article 7 : Date et durée de l'enquête**

L'enquête publique relative à l'objet mentionné à l'article 1 du présent arrêté se déroulera du **vendredi 31 mai 2024 à partir de 09h00 jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 17h00**, soit pendant **32 jours consécutifs**.

**Article 8 : Consultation du dossier d'enquête publique**

Les pièces du dossier et un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public aux lieux suivants :

- Mairie de Douvaine – Place de l'Hôtel de ville 74140 DOUVAIN – pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture.
- Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais – 23 Grande Rue 74210 THONON-LES-BAINS – pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture.
- Antenne de Ballaison de Thonon Agglomération – Domaine de Thénières 74140 BALLAISON – pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture,.

Des fermetures exceptionnelles peuvent avoir lieu en commune et au siège de l'enquête publique, compte tenu des jours fériés prévus pendant la période d'enquête publique.

Un poste informatique sera mis à disposition du public en mairie de Douvaine, aux jours et heures habituels d'ouverture mentionnés à l'article 10, afin de permettre la consultation du dossier soumis à l'enquête publique.

Le dossier numérique de l'enquête publique est consultable en version numérique sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique.

#### **Article 9 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions**

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra faire ses observations et propositions :

- Sur les registres d'enquête papiers établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à disposition dans les lieux d'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture au public, fixés à l'article 10 du présent arrêté ;
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : [urbanisme@thononagglo.fr](mailto:urbanisme@thononagglo.fr).
- Sur le registre dématérialisé accessible à partir de la rubrique urbanisme de Thonon Agglomération : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm> ;

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables dans les registres d'enquête papiers.

- Par voie postale en adressant un courrier :

**Monsieur le Commissaire enquêteur  
Thonon Agglomération  
Service Urbanisme  
Domaine de Thénières – 74140 BALLAISON**

Les observations et propositions écrites, du public, reçues par le commissaire enquêteur et celles transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête.

#### **Article 10 : Lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur se tiendra à disposition du public pour recevoir ses observations :**

Le Commissaire enquêteur assurera quatre permanences pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales aux dates et heures suivants :

- **Le vendredi 31 mai 2024, de 09h à 12h – Mairie de Douvaine**
- **Le mercredi 12 juin 2024, de 16h à 19h – Mairie de Douvaine**
- **Le samedi 22 juin 2024, de 09h à 12h – Mairie de Douvaine**
- **Le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024, de 14h à 17h – Mairie de Douvaine**

Horaires d'ouverture de la mairie de Douvaine :

- Lundi : 08h30 – 12h00, 13h30 – 17h00 ;
- Mardi : 13h30 – 17h00 ;
- Mercredi : 08h30 – 12h00, 13h30 – 17h00 ;
- Jeudi : 13h30 – 17h00 ;
- Vendredi : 08h30 – 12h00 ;
- Samedi : 09h00 – 12h00 ;

Horaires d'ouverture du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais :

- Lundi au vendredi : 09h00 – 12h00, 14h00 – 17h00

Horaires d'ouverture de Thonon Agglomération (Antenne de Ballaison) :

- Lundi au vendredi : 08h30 – 12h00, 14h00 – 17h00

### **Article 11 : Publicité de l'enquête**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux d'annonces légales officiels. Il sera également publié sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voies d'affiches, au siège de l'enquête publique : Mairie de Douvaine, et sur les emplacements dédiés permettant une large information du public.

### **Article 12 : A l'issue de l'enquête publique**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 7, les registres, ainsi que l'ensemble des observations et documents annexés, seront remis au commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera dans un délai de huit jours le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable de projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Il consignera dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet mentionné à l'article 1 du présent arrêté.

A défaut d'une demande motivée de report, le commissaire enquêteur transmettra à Madame la Présidente du SIAC et à Monsieur le Président de Thonon Agglomération, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif.

### **Article 13 : Lieux où le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur**

Dès leur réception, les autorités responsables de la procédure adresseront une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à Monsieur le Préfet de Haute-Savoie, pour y être tenue à la disposition du public, sans délai, pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions seront d'ailleurs publiés sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>, pour y être tenus à la disposition du public pendant 1 an. Le rapport et conclusions seront également mis à la disposition du public au siège de l'enquête (mairie de Douvaine), dans les mêmes conditions.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication, sans limitation de délai, dans les conditions prévues au Titre 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978 (modifié par la loi du 12 avril 2000).

**Article 14 : Décision pouvant être adoptée à l'issue de l'enquête publique**

Au terme de l'enquête publique, le projet indiqué en article 1 du présent arrêté, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Comité syndical du SIAC pour la mise en compatibilité du SCOT du Chablais, et du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération pour la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais.

**Article 15 : Publicité du présent arrêté**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du SIAC et de Thonon Agglomération, et fera l'objet d'un affichage au siège du SIAC à Thonon-les-Bains, à l'antenne de Ballaison de Thonon Agglomération et à la mairie de Douvaine.

Une copie du présent arrêté sera adressée à la mairie de Douvaine, au commissaire enquêteur, au Préfet de Haute-Savoie, au Président du Tribunal Administratif de Grenoble.



Géraldine PFLIEGER  
Présidente du SIAC

Fait à Thonon-les-Bains, le 06.05.2024

Christophe ARMINJON  
Président de Thonon Agglomération



L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Acte certifié exécutoire le 15 MAI 2024  
Télétransmis en Sous-Préfecture le 15 MAI 2024  
Notifié ou publié le 15 MAI 2024





Douvaine, le 15 mai 2024

**THONON AGGLOMERATION**

**Domaine de Thénières**

**74140 BALLAISON**

Affaire suivie par MP. GROSJEAN

**ATTESTATION**

Le Maire de la Commune de Douvaine atteste que l'avis d'enquête publique relative à la Déclaration du projet valant mise en comptabilité du SCOT et du PLUi est affiché ce jour en Mairie de Douvaine et sur les panneaux suivants :

- Domino
- Ecole Voinier
- Ecole du Maisse
- Bachelard
- Aubonne
- Le Bourg
- Chilly

L'Adjoint délégué,  
Pascal WOLF



## Certificat d'affichage

Arrêté ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative à la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais, pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse)

Je soussignée, Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, certifie atteste avoir affiché :

- L'arrêté d'enquête publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du PLUi du Bas-Chablais, pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse) et certifie également
- L'affiche d'enquête publique.

au siège du SIAC (2 avenue des allobroges, Square Voltaire, 74200 Thonon-les-Bains) à partir du 14 mai 2024.

Fait à Thonon-les-Bains.

La Présidente,

Signé par : Géraldine PFLIEGER  
Date : 20/05/2024  
Qualité : Présidente

Géraldine PFLIEGER



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Ballaison, le **21 MAI 2024**

Je soussigné, Monsieur Christophe ARMINJON, Président de l’Agglomération de Thonon Agglomération, atteste par la présente que l’affiche annonçant l’ouverture d’une enquête publique sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais pour permettre la création d’un lycée et la réalisation d’une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse), a été affichée le 15 mai 2024.

Certifié délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Christophe ARMINJON,  
Président,  
Thonon Agglomération



Toute correspondance devra être adressée impersonnellement à Monsieur le Président

**Thonon Agglomération**

Château de Bellegarde - 2, place de l’Hôtel de Ville - 74200 Thonon-les-Bains

[www.thononagglo.fr](http://www.thononagglo.fr) - [accueil@thononagglo.fr](mailto:accueil@thononagglo.fr)



Douvaine, le 15 mai 2024

**THONON AGGLOMERATION**

**Domaine de Thénières**

**74140 BALLAISON**

Affaire suivie par MP. GROSJEAN

**ATTESTATION**

Le Maire de la Commune de Douvaine atteste que l'arrêté ARR-URB2024.004 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative à la Déclaration du projet valant mise en comptabilité du SCOT et du PLUi est affiché ce jour en Mairie de Douvaine.

L'Adjoint délégué,  
Pascal WOLF





## COMMUNE DE BEAUMONT

- Avis d'enquête publique conjointe**  
**- Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)**  
**- Zonage d'assainissement pluvial et schéma de gestion des eaux pluviales**

Par arrêté municipal n°AR2024-03 en date du 9 avril 2024, le conseil municipal de la commune de Beaumont a ordonné l'ouverture d'une enquête publique conjointe portant sur le projet de modification n°1 du PLU et sur le projet de zonage d'assainissement pluvial et schéma de gestion des eaux pluviales.

A cet effet, Monsieur Jean-Paul VESIN a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

L'enquête publique conjointe se déroulera, à la mairie de Beaumont sis 1 Parc de la Mairie 74160 Beaumont, pendant une durée de trente-trois (33) jours du **lundi 13 mai 2024 jusqu'au vendredi 14 juin 2024 inclus**.

Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces des dossiers ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la mairie de Beaumont, aux jours et heures habituels d'ouverture (lundi, mardi, jeudi : 14h à 18h ; mercredi : 09h à 12h ; vendredi 14h à 17h ; excepté les jours fériés et de fermetures exceptionnelles). Durant toute la période d'enquête, les dossiers pourront également être consultés et téléchargés sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/5322> ainsi que sur le site internet de la mairie <https://www.beaumont74.fr>.

Un poste informatique sera mis à disposition du public, à la mairie de Beaumont, aux jours et heures d'ouvertures citées précédemment, à partir duquel les différentes pièces des dossiers seront consultables.

Tout renseignement relatif au dossier de modification n°1 du PLU et au dossier de zonage d'assainissement pluvial et schéma de gestion des eaux pluviales et à l'organisation de l'enquête publique conjointe peut-être demandé auprès du service urbanisme de la commune de Beaumont.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être consignées dans le registre d'enquête déposé à la mairie de Beaumont ou être adressées par courrier postal à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - mairie de Beaumont, 1 Parc de la Mairie, 74160 Beaumont » Les observations pourront également être déposées par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete-publique-5322@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-5322@registre-dematerialise.fr) ; ou directement sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/5322>.

**Le commissaire enquêteur recevra le public pour recueillir ses observations les :**

- **lundi 13 mai 2024 de 14h00 à 18h00 en mairie de Beaumont.**
- **samedi 25 mai 2024 de 8h30 à 12h00 en mairie de Beaumont (ouverture exceptionnelle).**
- **vendredi 14 juin 2024 de 14h00 à 17h00 en mairie de Beaumont.**

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de Beaumont et à la Préfecture de Haute-Savoie aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront également publiés sur le site internet de la mairie de Beaumont, où ils pourront être consultés pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

410122800



## THONON agglomération

### THONON AGGLOMÉRATION

- Avis d'enquête publique**  
**Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse)**  
**Du vendredi 31 mai 2024 à partir de 9h00 jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 17h00**

Les autorités responsables de ce projet sont le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), compétent en matière de SCOT dont le siège se situe 23 Grande Rue - BP 33 - 74201 Thonon-les-Bains et Thonon Agglomération, établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et de document d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe : 2, place de l'Hôtel de Ville - BP 80114 - 74207 Thonon-les-Bains. Toute information peut être demandée auprès du service urbanisme de Thonon Agglomération (04.50.31.25.00). Le projet de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais a fait l'objet d'une évaluation

environnementale. Cette évaluation figure dans le dossier d'enquête. Ce dossier, ainsi que cette évaluation ont été transmis à l'Autorité environnementale.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public aux lieux suivants, pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture :

- Mairie de Douvaine - Place de l'Hôtel de Ville - 74140 Douvaine
- Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais - 23 Grande Rue - 74200 Thonon-les-Bains
- Antenne de Ballaison de Thonon Agglomération - Domaine de Thénieres - 74140 Ballaison

Un poste informatique sera mis à disposition du public en mairie de Douvaine, aux jours et heures d'ouverture habituels, afin de permettre la consultation du dossier soumis à l'enquête publique. Le dossier numérique de l'enquête publique est consultable sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra faire ses observations et propositions :

- Sur les registres d'enquête papiers établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à disposition dans les lieux d'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : [urbanisme@thononagglo.fr](mailto:urbanisme@thononagglo.fr)
- Sur le registre dématérialisé accessible à partir de la rubrique urbanisme de Thonon Agglomération : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables dans les registres d'enquête papiers.

Par voie postale en adressant un courrier à : Monsieur le Commissaire enquêteur - Thonon Agglomération - Service Urbanisme - (OBJET DE L'ENQUETE) - Domaine de Thénieres - 74140 BALLAISON

Les observations et propositions écrites du public, reçues par le commissaire enquêteur et celles transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête.

Toutes les observations, courriers et courriers électroniques réceptionnés avant la date et l'heure d'ouverture et après la date et l'heure de clôture de l'enquête ne pourront pas être pris en considération par le commissaire enquêteur.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné Monsieur Denis BLAISE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Georges CONSTANTIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur assurera quatre permanences pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales aux dates et heures suivantes :

- Le vendredi 31 mai 2024, de 09h à 12h - Mairie de Douvaine
- Le mercredi 12 juin 2024, de 16h à 19h - Mairie de Douvaine
- Le samedi 22 juin 2024, de 09h à 12h - Mairie de Douvaine
- Le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024, de 14h à 17h - Mairie de Douvaine

Le commissaire enquêteur transmettra au président de Thonon Agglomération son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois suivant la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public au siège de Thonon Agglomération, en mairie de Douvaine et à la Préfecture de Haute-Savoie dès leur transmission et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, aux heures et jours habituels d'ouverture.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication sans limitation de délai, dans les conditions prévues au Titre 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978 (modifié par la loi du 12 avril 2000).

Au terme de l'enquête publique, le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Comité syndical du SIAC pour la mise en compatibilité du SCOT du Chablais, et du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération pour la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais.

411612800

## MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

### Avis d'attribution



## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES USSES ET RHÔNE

### Avis d'attribution

M. Paul RANNARD - Président  
 24 place de l'Orme 74910 SEYSSSEL Tél : 04 50 56 15 30  
 mël : [accueil@cc-ur.fr](mailto:accueil@cc-ur.fr) - web : <http://www.mp74.fr>  
 SIRET 20007085200013  
**Objet** : Analyse des eaux des stations d'épuration  
**Référence acheteur** : 23AS-0061-A1-H



## Marchés publics

[leauphine.marchespublics-eurolegales.com](http://leauphine.marchespublics-eurolegales.com)

## Agir en proximité pour les acheteurs publics et privés

Publication des procédures  
 Plateforme de dématérialisation

Votre contact : **Novia TRUCHOT 06 07 01 96 35**



**Nature du marché** : Services

Procédure adaptée

**Classification CPV** :

Principale : **71620000** - Services d'analyses

Attribution du marché

**Nombre d'offres reçues** : 3

**Date d'attribution** : 16/01/24

Laboratoire d'analyses LAEPS, 53 rue du Busard des Roseaux, 74130 Bonneville

Montant HT de 54 162,00 à 54 162,00 €

Sous-traitance : non.

Envoi le 12/05/24 à la publication

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur : <http://www.mp74.fr>

413086500

## VENTES AUX ENCHÈRES

### Ventes judiciaires

**Maître Sandrine FUSTER**  
**Avocat au Barreau de THONON LES BAINS**  
**2 Avenue de la Gare**  
**74200 THONON LES BAINS**

**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES**  
**UN APPARTEMENT ET UNE PLACE DE PARKING**  
**Situés à ANNEMASSE (74100) - 17 Rue du Chablais**

ADJUDICATION FIXÉE AU VENDREDI 28 JUIN 2024 à 15 H  
 Au Tribunal Judiciaire de THONON LES BAINS (74200)  
 10 Rue de l'Hôtel Dieu

MISE A PRIX : 70 000 Euros

**Sur la Commune d'ANNEMASSE (74100) - 17 Rue du Chablais**, dans un ensemble immobilier dénommé « CHABLAIS PARC », cadastré Section A, n° 65, Volume 8.46 pour une surface de 5 a 23 ca, Section A, n° 66, Volume 8.46 pour une surface de 6 a 42 ca, Section A, n° 67, Volume 8.46 pour une surface de 8 a 45 ca, Section A, n° 73, Volume 8.46 pour une surface de 8 a 5 ca, Section A, n° 76, Volume 8.46 pour une surface de 16 a 92 ca, Section A, n° 77, Volume 8.46 pour une surface de 2 a 90 ca, Section A, n° 78, Volume 8.46 pour une surface de 3 a 46 ca, Section A, n° 4866, Volume 8.46 pour une surface de 4 a 36 ca, Section A, n° 80, Volume 8.46 pour une surface de 7 a 89 ca, Section A, n° 4867, Volume 8.46 pour une surface de 10 a 77 ca, Section A, n° 4869, Volume 8.46 pour une surface de 15 ca, Section A, n° 83, Volume 8.46 pour une surface de 6 a 50 ca, Section A, n° 1880, Volume 8.46 pour une surface de 4 a 72 ca, Section A, n° 2322, Volume 8.46 pour une surface de 2 a 37 ca, Section A, n° 2323, Volume 8.46 pour une surface de 4 a 90 ca, Section A, n° 2421, Volume 8.46 pour une surface de 5 a 34 ca, Section A, n° 2422, Volume 8.46 pour une surface de 1 a 9 ca, Section A, n° 2442, Volume 8.46 pour une surface de 2 a 72 ca, Section A, n° 2443, Volume 8.46 pour une surface de 5 a 4 ca, Section A, n° 4870, Volume 8.46 pour une surface de 7 a 28 ca, Section A, n° 3485, Volume 8.46 pour une surface de 1 a 82 ca, Section A, n° 3831, Volume 8.46, pour une surface de 6 a 3 ca, et plus particulièrement :

**Le lot n° 43**, soit dans le volume 8, au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment B2, un appartement d'une surface Loi Carrez de 41,81 m², comprenant un hall d'entrée, des toilettes, un espace séjour - cuisine, une chambre, une salle d'eau, avec les 87/10000ème de la propriété du sol et des parties communes générales et les 20/10000ème des parties communes spéciales au bâtiment B2.  
**Le lot n° 165**, soit dans le volume 8, au 3<sup>ème</sup> sous-sol du bâtiment B2, une place de parking, avec les 5/10000ème de la propriété du sol et des parties communes générales et les 11/10000ème des parties communes spéciale au bâtiment B2.

**CONDITIONS D'OCCUPATION** : Au jour de l'établissement du procès-verbal de description des biens du 12 octobre 2023, les biens sont loués selon bail non daté et non signé, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2017, moyennant un loyer mensuel de 750,00 €.

**Une visite des lieux sera assurée par la SCP MOTTET-DUCLOS-TISSOT, Commissaires de Justice à SAINT JULIEN EN GENEVOIS (Tél. 04.50.49.20.80)**  
**le MARDI 18 JUIN 2024 de 15 h 30 à 16 h 30.**

Outre la mise à prix ci-dessus indiquée, cette vente aura lieu aux charges, clauses et conditions énoncées au Cahier des Conditions de Vente déposé le 10 janvier 2024 (RG n° 24/00002) au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de THONON LES BAINS où chacun peut en prendre connaissance. Les enchères ne pourront être portées que par un Avocat inscrit au Barreau de THONON LES BAINS, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

**Pour tous renseignements** :

S'adresser à Maître Sandrine FUSTER (Tél. : 04.50.73.06.52 - Mail : [sb.avocat@orange.fr](mailto:sb.avocat@orange.fr)) ou au Cabinet de la SCP GLESSINGER-SAJOUS (Tél. 04.50.68.38.40

Mail : [bggs@avocat-annecy.fr](mailto:bggs@avocat-annecy.fr)) ou consulter les sites <http://www.glessinger-sajous-avocats-annecy.fr> ainsi que <https://avoventes.fr/>

413134000



En application de l'arrêté du 14 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, paru le 28 décembre 2023, le tarif du caractère (applicable aux annonces non forfaitisées) est fixé à 0,183 euros HT pour l'année 2024. Le tarif d'insertion d'une annonce judiciaire et légale ne peut faire l'objet d'aucune remise.



**SELAS AGIS,**  
avocats associés au Barreau de THONON LES BAINS,  
3 rue de l'Hôtel Dieu à 74200 THONON LES BAINS

## VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES EN UN SEUL LOT

**Commune de PUBLIER (74500),** Impasse de la Botte  
cadastré AT n°69, n°258, n°259, n°409, n°433 à n°440  
pour une contenance de 43a et 87ca

**Un ensemble immobilier bâti et non bâti à usage professionnel**  
comprenant deux bâtiments indépendants :

Un bâtiment principal d'une surface utile de 2 007,74 m²  
et un bâtiment annexe d'une surface utile de 327,38 m²

**BIEN INOCCUPE**

**MISE A PRIX : 100.000 EUROS**  
**autre frais, clauses et conditions**  
**du cahier des conditions de la vente**

**Visite prévue sur place le :**  
**MARDI 18 JUIN 2024 de 14 heures à 15 heures**

**LA VENTE EST FIXEE AU : VENDREDI 28 JUIN 2024 A 15H00**  
Palais de justice - 10 Rue de L'hôtel Dieu  
74200 THONON-LES-BAINS  
Salle habituelle des ventes

Les enchères ne pourront être portées que par le ministère  
d'un avocat inscrit au barreau de THONON-LES-BAINS.

### RENSEIGNEMENTS :

**SELAS AGIS - Tél. : 04.72.83.60.70**

**delorme@agis-avocats.fr (dossier n°27295)**

**Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de THONON LES BAINS, où il a été déposé sous le n°22/00070, ou au Cabinet de l'avocat poursuivant.**

## ANNONCES ADMINISTRATIVES

## ENQUÊTES PUBLIQUES



## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE

**Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)**  
**Zonage d'assainissement pluvial et schéma de gestion des eaux pluviales**

Par arrêté municipal n°AR2024-03 en date du 9 avril 2024, le conseil municipal de la commune de Beaumont a ordonné l'ouverture d'une enquête publique conjointe portant sur le projet de modification n°1 du PLU et sur le projet de zonage d'assainissement pluvial et schéma de gestion des eaux pluviales.

A cet effet, Monsieur Jean-Paul VESIN a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

L'enquête publique conjointe se déroulera, à la mairie de Beaumont sis 1 Parc de la Mairie 74160 Beaumont, pendant une durée de trente-trois (33) jours du **lundi 13 mai 2024 jusqu'au vendredi 14 juin 2024 inclus**.

Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces des dossiers ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la mairie de Beaumont, aux jours et heures habituels d'ouverture (lundi, mardi, jeudi : 14h à 18h ; mercredi : 09h à 12h ; vendredi 14h à 17h ; excepté les jours fériés et de fermetures exceptionnelles). Durant toute la période d'enquête, les dossiers pourront également être consultés et téléchargés sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/5322> ainsi que sur le site internet de la mairie <https://www.beaumont74.fr>.

Un poste informatique sera mis à disposition du public, à la mairie de Beaumont, aux jours et heures d'ouvertures citées précédemment, à partir duquel les différentes pièces des dossiers seront consultables.

Tout renseignement relatif au dossier de modification n°1 du PLU et au dossier de zonage d'assainissement pluvial et schéma de gestion des eaux pluviales et à l'organisation de l'enquête publique conjointe peut-être demandé auprès du service urbanisme de la commune de Beaumont.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être consignées dans le registre d'enquête déposé à la mairie de Beaumont ou être adressées par courrier postal à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur – mairie de Beaumont, 1 Parc de la Mairie, 74160 Beaumont »

Les observations pourront également être déposée par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete-publique-5322@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-5322@registre-dematerialise.fr); ou directement sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/5322>.

**Le commissaire enquêteur recevra le public pour recueillir ses observations les :**

• **lundi 13 mai 2024 de 14h00 à 18h00 en mairie de Beaumont.**

• **samedi 25 mai 2024 de 8h30 à 12h00 en mairie de Beaumont (ouverture exceptionnelle).**

• **vendredi 14 juin 2024 de 14h00 à 17h00 en mairie de Beaumont.**

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de Beaumont et à la Préfecture de Haute-Savoie aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront également publiés sur le site internet de la mairie de Beaumont, où ils pourront être consultés pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête.



## AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Communes d'ABONDANCE, ARMOY, BELLEVAUX, BERNEX, BONNEVAUX, CHAMPANGES, CHATEL, CHEVENOZ, ESSERT-ROMAND, EVIAN-LES-BAINS, FETERNES, LA BAUME, LA CHAPELLE D'ABONDANCE, LA CÔTE D'ARBROZ, LA FORCLAZ, LA VERNAZ, LARRINGES, LE BIOT, LES GETS, LUGRIN, LULLIN, LYAUD, MARIN, MAXILLY-SUR-LEMAN, MEILLERIE, MONTRIOND, MORZINE, NEUVECELLE, NOVEL, PUBLIER, REYVROZ, SAINT-GINGOLPH, SAINT-JEAN-D'AULPS, SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS, SEYTROUX, THOLLON-LES-MEMISES, THONON-LES-BAINS, VACHERESSE, VAILLY, VINZIER.

Objet : projet de plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et l'Est lémanique (déclaration d'intérêt général)  
Pétitionnaire : Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC)

Le public est informé que par arrêté préfectoral n° DDT-2024-0636 du 12 avril 2024 est prescrite, sur le territoire des communes d'ABONDANCE, ARMOY, BELLEVAUX, BERNEX, BONNEVAUX, CHAMPANGES, CHATEL, CHEVENOZ, ESSERT-ROMAND, EVIAN-LES-BAINS, FETERNES, LA BAUME, LA CHAPELLE D'ABONDANCE, LA CÔTE D'ARBROZ, LA FORCLAZ, LA VERNAZ, LARRINGES, LE BIOT, LES GETS, LUGRIN, LULLIN, LYAUD, MARIN, MAXILLY-SUR-LEMAN, MEILLERIE, MONTRIOND, MORZINE, NEUVECELLE, NOVEL, PUBLIER, REYVROZ, SAINT-GINGOLPH, SAINT-JEAN-D'AULPS, SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS, SEYTROUX, THOLLON-LES-MEMISES, THONON-LES-BAINS, VACHERESSE, VAILLY, VINZIER, une enquête publique, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, sur la demande de Madame la Présidente du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), relative à l'objet susvisé.

Un dossier est déposé à la Mairie d'EVIAN-LES-BAINS (siège de l'enquête) et en mairies d'ABONDANCE, BERNEX, MONTRIOND et VAILLY pendant 32 jours, **lundi 13 mai 2024 09h00 au jeudi 13 juin 2024 12h00 inclus**, où le public peut prendre connaissance du dossier pendant les heures d'ouverture de la Mairie.

Le dossier de demande d'autorisation peut être également consultable sur le site Internet des services de l'Etat [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr) pendant toute la durée de l'enquête publique.

Madame Nelly VILDE est désignée en qualité de commissaire-enquêteur.

Les observations peuvent être consignées sur le registre d'enquête déposé en Mairie, ou adressées, par écrit, au commissaire-enquêteur en Mairie d'EVIAN-LES-BAINS (siège de l'enquête). Le public peut également transmettre ses observations par voie électronique à l'adresse : [ddt-enquetes-publiques@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddt-enquetes-publiques@haute-savoie.gouv.fr)

La commissaire-enquêtrice siègera en personne dans les mairies suivantes :

Communes	Dates permanence	Heures permanence
EVIAN-LES-BAINS	Lundi 13 mai 2024	09h00 à 12h00
VAILLY	Mercredi 15 mai 2024	13h30 à 17h00
MONTRIOND	Mardi 28 mai 2024	14h00 à 17h00
BERNEX	Mercredi 5 juin 2024	14h00 à 17h00
ABONDANCE	Samedi 1er juin 2024	09h00 à 11h30
EVIAN-LES-BAINS	Jeudi 13 juin 2024	09h00 à 12h00

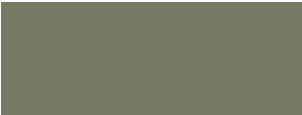
Elle établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Elle consigne ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables à l'opération.

Dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou à l'expiration du délai qui lui est imparti, la commissaire-enquêtrice transmet le dossier d'enquête avec ses conclusions motivées à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie (direction départementale des territoires, service eau-environnement).

Après clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur est publiée sur le site Internet des services de l'Etat. Ces documents sont tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pour le préfet et par délégation  
P/Le directeur départemental des territoires  
Le chef de service eau-environnement  
Damien ASSADET

**LISAQ SCI Société civile immobilière**  
**au capital de 1 000 euros Siège**  
**social: 1 Rue du Val Barizien, 52000**  
**CHAUMONT 853 760 254 RCS**  
**CHAUMONT** Aux termes d'une délibération en date du 7-03-2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social du 1 Rue du Val Barizien, 52000 CHAUMONT au 33 Quater Avenue de France 74000 ANNECY à compter du 7 mars 2024, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. En conséquence, la Société qui est immatriculée au RCS de CHAUMONT sous le numéro 853 760 254 RCS CHAUMONT fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de ANNECY. La Société, constituée pour 99 années à compter du 11-09-2019, a pour objet social la propriété, la gestion, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement, et la disposition des immeubles et droits immobiliers par nature ou par destination et leurs dépendances, acquis par elle ou qui deviendraient sa propriété de quelque manière que ce soit, notamment par acquisition, échange ou autrement, en ce compris la jouissance au profit des associés des biens sociaux ; et un capital de 1 000 euros composé uniquement d'apports en numéraire. Gérance : Madame Isabelle EDMÉ, gérante, demeurant 33 Quater Avenue de France 74000 ANNECY. Pour avis La Gérance



## VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

## NOMINATION - TRANSFERT - MODIFICATION - MOUVEMENT

**RTA Avocats**  
**Société d'Avocats**  
**Barreau de Thonon les Bains**  
**1, rue René Blanc**  
**74100 Annemasse**

## ORJP

**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 5000 euros**  
**Siège social : 4 Grande Rue,**  
**74160 ST JULIEN EN GENEVOIS**  
**RCS Thonon-Les-Bains 928126 390**

Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 7 mai 2024, il résulte que Madame Marie-Laure Théloy demeurant au 74 rue des Revées 74130 Bonneville a été nommé en qualité de Président en remplacement de Monsieur Jean-Pierre Balestra, démissionnaire.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de Thonon-les-Bains.

Pour avis  
Le Président  
Et pour insertion,  
Maître Arielle GREVAZ



## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse)

**Du vendredi 31 mai 2024 à partir de 9h00 jusqu'au lundi 1er juillet 2024 à 17h00**

Les autorités responsables de ce projet sont le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), compétent en matière de SCOT dont le siège se situe 23 Grande Rue – BP 33 – 74201 THONON LES BAINS et Thonon Agglomération, établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et de document d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe: 2, Place de l'Hôtel de Ville – BP 80114 – 74207 THONON LES BAINS.

Toute information peut être demandée auprès du service urbanisme de Thonon Agglomération (04.50.31.25.00).

Le projet de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation figure dans le dossier d'enquête. Ce dossier, ainsi que cette évaluation ont été transmis à l'Autorité environnementale.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public aux lieux suivants, pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture :

• **Mairie de Douvaine – Place de l'Hôtel de Ville – 74140 DOUVAINE**

• **Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais – 23 Grande Rue – 74200 THONON LES BAINS**

• **Antenne de Ballaisson de Thonon Agglomération – Domaine de Thénières – 74140 BALLAISON**

Un poste informatique sera mis à disposition du public en mairie de Douvaine, aux jours et heures d'ouverture habituels, afin de permettre la consultation du dossier soumis à l'enquête publique.

Le dossier numérique de l'enquête publique est consultable sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme :

<https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra faire ses observations et propositions :

- Sur les registres d'enquête papiers établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à disposition dans les lieux d'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- Par courrier électronique à l'adresse suivante [urbanisme@thononagglo.fr](mailto:urbanisme@thononagglo.fr)

- Sur le registre dématérialisé accessible à partir de la rubrique urbanisme de Thonon Agglomération : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables dans les registres d'enquête papiers.

- Par voie postale en adressant un courrier à :

**Monsieur le Commissaire enquêteur**  
**Thonon Agglomération – Service Urbanisme**  
**(OBJET DE L'ENQUETE)**  
**Domaine de Thénières – 74140 BALLAISON**

Les observations et propositions écrites du public, reçues par le commissaire enquêteur et celles transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête.

Toutes les observations, courriers et courriers électroniques réceptionnés avant la date et l'heure d'ouverture et après la date et l'heure de clôture de l'enquête ne pourront pas être pris en considération par le commissaire enquêteur.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné Monsieur Denis BLAISE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Georges CONSTANTIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur assurera quatre permanences pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales aux dates et heures suivantes :

- **Le vendredi 31 mai 2024, de 09h à 12h – Mairie de Douvaine**

- **Le mercredi 12 juin 2024, de 16h à 19h – Mairie de Douvaine**

- **Le samedi 22 juin 2024, de 09h à 12h – Mairie de Douvaine**

- **Le lundi 1er juillet 2024, de 14h à 17h – Mairie de Douvaine**

Le commissaire enquêteur transmettra au président de Thonon Agglomération son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois suivant la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public au siège de Thonon Agglomération, en mairie de Douvaine et à la Préfecture de Haute-Savoie dès leur transmission et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, aux heures et jours habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication sans limitation de délai, dans les conditions prévues au Titre 1er de la loi du 17 juillet 1978 (modifié par la loi du 12 avril 2000).

Au terme de l'enquête publique, le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Comité syndical du SIAC pour la mise en compatibilité du SCOT du Chablais, et du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération pour la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais.

## VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

## DISSOLUTIONS LIQUIDATIONS/ CESSATIONS

## SCCV LE MOULIN DU LAC

Société Civile Immobilière en liquidation  
au capital de 1 800 Euros  
Siège social : 9 Square Aristide Briand –  
BP 10 – c/o Chablais Habitat -  
74201 THONON LES BAINS  
827 947 813 RCS  
THONON LES BAINS

### AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale de clôture de liquidation du 7 mai 2024 à 15 h, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont :  
- approuvé les comptes de liquidation ;  
- donné quitus au Liquidateur et déchargé de son mandat ;  
- prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 07/05/2024.  
Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de THONON LES BAINS, Haute-Savoie.  
Mention sera faite au RCS de THONON LES BAINS, Haute-Savoie.  
Pour avis, le liquidateur.

## SCCV LE MOULIN DU LAC

Société Civile Immobilière en liquidation  
au capital de 1 800 Euros  
Siège social: 9 Square Aristide Briand –  
BP 10 – c/o Chablais Habitat -  
74201 THONON LES BAINS  
827947 813 RCS THONON LES BAINS

### AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPEE

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 7 mai 2024 à 14 h a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur la Seml CHABLAIS HABITAT demeurant Square Aristide Briand à THONON LES BAINS (74200), pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé Square Aristide Briand – 74200 THONON LES BAINS CEDEX (adresse postale: CS 50010 – 74201 THONON CEDEX). C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de THONON LES BAINS, Haute-Savoie.  
Pour avis, le liquidateur.

**Déclaration de projet valant mise en compatibilité  
du PLUi du Bas-Chablais et du SCoT du Chablais**

Réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées – 20 décembre 2023

**Etaient présents**

- Mme Claire CHUINARD	Maire
- Mme Virginie BUISSON	DDT 74
- Mme Florence LACHAT	Conseil Régional
- M. Pascal MORNEX	Chambre d'Agriculture
- M. Thomas LAROCHE	Thonon agglomération
- Mme Chloé BORGALLI	Thonon Agglomération

**Absents :**

- Mr Joseph DEAGE	SIAC
-------------------	------

## OBJET DE LA RÉUNION :

Examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées (PPA) dans le cadre de la procédure de déclaration de projet valant double mise en compatibilité du PLUi du Bas Chablais et du SCoT du Chablais pour l'installation du futur lycée sur la commune de Douvaine.

Est indiquée l'étape obligatoire que représente cette réunion d'examen conjoint dans la procédure de DP-MEC.

## 1 – LA PRÉSENTATION DU PROJET

Sont rappelées les différentes évolutions du PLUi du Bas-Chablais depuis son approbation en 2020 :

- une modification de droit commun, approuvée le 20 décembre 2022,
- une modification simplifiée, approuvée le 20 décembre 2022,
- deux déclarations de projet (Sciez et Excenevex), respectivement approuvées 27 septembre 2022 et le 28 novembre 2023

La double mise en compatibilité, concernant le volet PLUi, vise à permettre l'arrivée du lycée sur la commune de Douvaine. A l'heure actuelle, le zonage prévu (1AU) ne peut pas permettre la réalisation du projet et la localisation identifiée dans le PADD a également évolué (rappel : le projet de lycée devait être accueilli par la commune de Bons-en-Chablais lors de la procédure d'élaboration du PLUi du Bas-Chablais), c'est pourquoi la DP-MEC du PLUi du Bas-Chablais est requise.

Le zonage concernant la future gare routière doit également évoluer. En effet, le projet prévoit l'emplacement de cette gare routière sur le ténement où se situe aujourd'hui le magasin LIDL. L'objectif est donc de faire évoluer le zonage pour qu'un équipement public puisse se faire à la place du magasin LIDL.

Pour le volet SCoT, la double mise en compatibilité vise à faire évoluer la localisation préférentielle des activités économiques en périphérie de la commune de Douvaine pour permettre la relocalisation du LIDL en vue de récupérer le site actuel pour la future gare routière. L'évolution servira également à indiquer que le lycée n'est plus prévu sur la commune de Bons en Chablais mais sur la commune de Douvaine dans le rapport de présentation.

## 2 – LES AVIS DES PPA

### ► La DDT :

Les services de la DDT ont été associés à la réflexion concernant l'implantation du lycée sur la commune de Douvaine, et sont satisfaits de l'emplacement retenu.

Ce site nous semble être un emplacement opportun, présentant un impact minime en terme de consommation foncière. Il permet également une mutualisation des équipements sportifs. Et présente un faible impact sur le bâti historique de la commune.

Pour la partie SCoT : aucune remarque sur la partie SCoT, tout était bien précisé.

Pour la partie PLUi :

- ***Pourquoi être parti sur une zone UEI et pas une zone 1AUEI puisqu'à l'heure actuelle le zonage est en 1AU ?***

Monsieur Laroche répond que si le zonage était resté en 1AU, cela aurait signifié une OAP. Madame Buisson répond qu'en effet, la DDT aurait souhaité que ce secteur soit encadré par une OAP sur ce projet.

Le problème aujourd'hui, c'est que si une OAP est mise en place, cela risque de contraindre la Région dans la configuration définitive du lycée.

Un plan de circulation a été établi sur l'ensemble du quartier en prenant en compte l'arrivée des principaux équipements (lycée, gare routière, équipements sportifs) avec une vue d'ensemble sur les conditions de circulation, les modes doux... Il est important d'avoir un secteur pacifié au maximum. Aujourd'hui ce secteur est très contraint car il est considéré comme un « shunt », afin d'éviter le carrefour à feux au centre de Douvaine. L'idée est donc de maximiser les modes doux sur le secteur du Maisse, et préparer l'arrivée des principaux équipements mais également la mutation. En effet, depuis que le site du lycée a été choisi à Douvaine, la commune n'a jamais utilisé ce prétexte pour demander qu'un nouveau secteur à l'extérieur de l'enveloppe urbaine soit débloqué pour compenser l'arrivée de ce lycée. L'étude du Maisse, menée dans le cadre du PLUi-HM a d'ores et déjà prévue des secteurs de mutation sur lesquels on sait qu'il va y avoir une évolution, et donc flécher en priorité l'urbanisation sur ces secteurs, sachant que dans le PADD du PLUi-HM, il est précisé que Douvaine a un statut particulier en devenant « pôle d'équilibre ».

La mise en compatibilité vise donc avant tout à faire évoluer le zonage et les éventuelles servitudes présentes sur le terrain.

C'est vrai que l'OAP viendrait certainement contraindre le projet sachant que, même si on a déjà une vue programmatique de ce qu'il va y avoir sur le site à proprement parlé, un concours d'architecte est en cours, et il est préférable qu'ils en ressortent des propositions auxquelles on n'aurait pas pensé.

Thomas Laroche rajoute qu'une OAP, est importante quand il s'agit d'un opérateur privé et qu'on veut s'assurer qu'il y ait une logique d'ensemble.

Madame Buisson convient qu'il aurait été judicieux de partir sur une OAP parce qu'à l'heure actuelle le zonage est en 1AU, et que le tènement est de plus de 2500 m<sup>2</sup>. Toutefois, l'argument de la contrainte apportée par une OAP s'agissant d'un établissement public s'entend parfaitement, notamment au vu des explications par Mme LACHAT (Région). Une OAP autoportante pourrait être envisagée afin d'encadrer l'aménagement du secteur, tout en laissant libre cours aux architectes dans le cadre du concours avec un règlement souple,

***- Pourquoi avoir créer une zone spécifique UEI ? Qu'a-t-elle de spécifique par rapport à la zone UE ?***

Monsieur Laroche répond que pour le moment, la zone UEI est plus légère que la zone UE. A l'heure actuelle, le projet architectural n'est pas finalisé (concours d'architecte en cours), il est donc difficile, sans être contraignants, d'imposer des règles d'hauteur, d'emprise au sol, d'affouillements (qui pour rappel, étaient interdits dans la zone UE jusqu'à la modification simplifiée approuvée dernièrement) etc.

Un équipement public par essence, doit se démarquer sur le plan architectural.

Madame Buisson dit qu'effectivement, le règlement est très léger (pas de recul, pas d'emprise au sol, pas de prescriptions architecturales etc.) Il conviendrait d'ajouter des prescriptions architecturales afin de garantir la qualité et l'intégration du projet.

Madame Buisson demande si le secteur est en périmètre ABF ?

Réponse de Monsieur Laroche : plus maintenant. Le Périmètre Délimité des Abords des monuments historique a été modifié récemment. Pour rappel, c'est l'UDAP qui a souhaité mettre en place cette procédure d'évolution du périmètre ABF. Il n'y a pas de co-visibilité, mais les gabarits devront quand même être raisonnables.

Madame Buisson demande que soit expliqué les raisons pour lesquelles la zone et son règlement sont si « léger », en appuyant sur le fait qu'un concours d'architecte est en cours.

Deux compléments à ajouter :

Au regard du retour de la MRAE, qui soumet la procédure à Évaluation Environnementale, une étude de circulation et plan de mobilité du secteur, ainsi que le plan d'actions devront être produits, avec l'analyse des déplacements induits par le projet global d'aménagement du secteur « Le Maisse » et du secteur « Champs Bruns », et des émissions induites.

À la production de ces études, nous nous réservons le droit de vous faire de remarques complémentaires le cas échéant. Notamment l'articulation entre la gare routière, le lycée et le collège. Ainsi que d'autres impacts que l'évaluation environnementale ferait ressortir.

S'agissant du LIDL, nous avons une remarque, qui ne concerne pas la procédure à proprement parlé ; Le dossier est passé en CDAC avec deux réserves – la première levée par cette DPMEC – la seconde concerne la compensation au regard de la loi Elan

De notre point de vue, il est nécessaire d'identifier un terrain, pas forcément en zone U, pour compenser l'artificialisation, et non une renaturation d'un espace agricole – double peine pour l'agriculture qui perd un terrain qui sera artificialisé, et un autre qui sera reboisé. Un terrain a-t'il été identifié ?

***- Quel est le zonage actuel du site qui était prévu pour le lycée à Bons ?***

Monsieur Laroche précise que le site initialement prévu sur la commune de Bons n'avait pas encore de zonage spécifique pour accueillir le lycée. Le site est donc en zone agricole à l'heure actuelle. Il n'y aura donc pas de modification du PLUi-BC à ce sujet.

***- Pourquoi être parti sur une DP-MEC plutôt qu'une DUP ?***

Thomas Laroche répond que la question s'est longuement posée. Premièrement, cela ne fait pas longtemps qu'une personne est arrivée au service foncier de Thonon Agglomération, et on pensait que la DP-MEC serait plus rapide (pour rappel, cette DP-MEC a été lancée début 2023) que de lancer la DUP, sachant qu'il manquait des éléments pour engager cette DUP sur la partie foncier. A la base, le volet SCoT n'était pas prévu dans cette DP-MEC ce qui a rallongé les délais pour pouvoir lancer cette procédure.

**► La Chambre d'Agriculture :**

M. Mornex informe que la Chambre d'Agriculture se satisfait de la volonté des élus d'avoir eu un autre regard quant à l'emplacement du lycée, qui de base, était prévu sur une zone totalement agricole sur la commune de Bons en Chablais.

Même si effectivement il n'y a pas d'atteinte aux zones agricoles, M. Mornex précise quand même que certains des terrains concernés par le projet sont des espaces agricoles, terrains plats de bonne valeur même s'ils n'ont pas été identifiés comme des espaces stratégiques dans l'étude agricole qui avait été faite dans le cadre du PLUi du Bas-Chablais. Les exploitants pourraient donc demander une compensation financière face aux terrains qu'ils vont perdre.

Monsieur Laroche précise qu'il est prévu dans le cadre de la DUP des indemnités dues aux évictions des exploitants et, toujours dans le cadre de cette DUP, précise qu'une étude va être menée sur les compensations agricoles.

Monsieur Mornex souligne que le choix de ce nouvel emplacement est tout à fait en accord avec l'objectif ERC (Eviter – Réduire – Compenser) qui est un décret relativement récent.

Monsieur Laroche précise également que les exploitants ont été les premiers à être contactés, ainsi que les propriétaires. Il informe également que l'Agglomération s'est engagée à faire connaître lors du premier semestre 2024, toutes les informations nécessaires pour les dates de fin de culture.

***- Est-ce que LIDL sera la seule entreprise à s'implanter sur le site de déplacement prévu ?***

Monsieur Laroche répond qu'il y aura 3 entreprises qui viendront s'implanter : LIDL, Green to Green (fast-food bio) et Lavorel (magasin d'électroménager).

**► Le Conseil Régional :**

Madame Lachat porte les remerciements de la Région pour le travail qui a été engagé tant côté élus que techniciens. Elle souhaite aussi souligner la très bonne qualité des échanges qu'elle a entretenu avec le service urbanisme de Thonon Agglomération pour l'avancement de ce dossier.

Point à préciser/faire évoluer/modifier :

- Préciser dans chaque document que le projet concerne un lycée d'enseignement général, technologique et professionnel.

- Adaptation du règlement écrit : Mme Lachat fait remonter quelques incertitudes dans la compréhension de certains point du règlement : au niveau de l'article 1, Mme Lachat demande confirmation quant à la possibilité de réaliser les 12 logements, l'internat et le restaurant scolaire au sein du projet, ainsi que des ateliers destinés à l'accueil d'une clientèle esthétique, cosmétique, parfumerie, coiffure et maintenance de véhicules automobiles.

Aujourd'hui le règlement ne l'autorise pas il faudrait donc revoir l'écriture de cet article 1.

Il est souhaité cependant que la hauteur des constructions reste non limitée ce qui permettra d'aller vers un projet plus novateur.

La prescription concernant l'épaisseur de substrat en toiture végétalisée (30 cm) paraît contraignante et excessive. On ne parle pas ici de supprimer cette prescription, mais plutôt de réduire l'épaisseur à 15 cm pour la bonne gestion des eaux pluviales.

Concernant les stationnements, prévoir ceux liés aux logements prévus dans l'enceinte du lycée mais aussi équilibrer le stationnement de manière générale et préciser que les stationnements qui ne seront pas trouvés sur le périmètre du lycée le seront sur les stationnements publics, ce qui permettra de ne pas faire trop d'imperméabilité sur place.

Sur la question de l'entreposage c'est interdit aussi alors que potentiellement il y aura peut être des véhicules en attente d'être réparés qui pourront être stockés à l'extérieur puisqu'un atelier mécanique est prévu.

Sur le zonage, avoir des précisions sur la lisibilité des limites de la zone UEL. Le document fourni ne permettait pas de voir où était exactement les pointillés (différence entre zone UE et UEL), ce qui permettra de vérifier que toutes les parcelles concernées par le projet sont bien représentées sur le plan, ou d'éliminer celles qui ne devraient pas en faire partie.

*En annexe, un complément des contributions et observations des services de la Région.*

### **3 – LES MODIFICATIONS DU DOSSIER**

Thonon Agglomération prend acte des évolutions à apporter dans le dossier :

- Complétude du rapport de présentation sur les justifications du zonage et du règlement écrit
- Modification des dispositions du règlement écrit pour s'assurer que le PLUi-BC permettra in fine la délivrance du permis de construire pour le lycée

### **4 – LA SUITE DE LA PROCÉDURE**

L'Autorité environnementale, qui avait été saisie pour le cas-par-cas en date du 5 octobre, a rendu son avis en date du 7 décembre 2023, avis qui soumet le volet PLUi à évaluation environnementale et non la partie SCoT.

Les avis des différents PPA devront donc sûrement être complétés après transmission de l'évaluation environnementale.

L'objectif est d'approuver cette double mise en compatibilité début de l'automne 2024. Cette procédure concernant le projet du futur lycée, il est impératif que cette procédure ne soit pas approuvée plus tard qu'à l'automne 2024, vis-à-vis de la DUP qui est menée en parallèle, et de toutes les autres démarches prévues pour l'installation du futur lycée (dépôt du permis de construire du lycée courant 2025).

Contributions et observations des services de la Région - Réunion examen conjoint  
20 décembre 2023

Le dossier déclaration de projet de mise en compatibilité (DPMEC) concerne les documents d'urbanisme suivant :

- Le SCoT du Chablais
- Et le PLUi Bas Chablais

## 1. Les évolutions des documents d'urbanisme au travers de la DPMEC

Elles concernent :

- Les implantations d'un futur lycée d'enseignement général, technologique et professionnel et d'une gare routière à construire sur la commune de Douvaine.
- La délocalisation d'un bâtiment commercial.

... ce qui a les conséquences suivantes pour le SCoT du Chablais :

- Remplacement de la commune de Bons-en-Chablais par la commune de Douvaine à chaque fois que référence au lycée est faite dans le document ; et apport de précisions sur la localisation du futur lycée à Douvaine.
- Prise en compte de l'impact du futur lycée sur les enjeux environnementaux.

En effet, il faut tenir compte dans le futur projet

- d'une part de l'existence d'un fossé en eau le long du chemin Sous le Bois en limite sud du périmètre du lycée (petite zone humide) ;
- et d'autre part de terrains exploités à usage agricole.
- Complément aux documents d'orientation et d'objectifs (DOO) et d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) du SCoT.

Ce complément est rendu nécessaire au regard de l'implantation de la gare routière ; celle-ci est projetée sur un site qui accueille actuellement une surface commerciale (enseigne Lidl). La DPMEC propose la possible relocalisation sur une friche industrielle, la zone des Esserts-Niollets à Douvaine (tènement Champ Brun).

... et pour le PLUi du Bas Chablais :

- Réécriture de l'objectif 16 du PADD.  
Il liste les équipements publics à réaliser, fléchant ainsi le futur lycée sur la commune de Bons-en-Chablais et non de Douvaine.
- En cohérence avec cette ré-écriture du PADD, les pièces réglementaires du DUL ont été ré-écrites.

## 2. Sur les documents réglementaires du PLUi du Bas Chablais, la Région demande des adaptations pour la réalisation du futur lycée.

- Le document graphique  
Un zonage destiné au projet lycée est délimité sur le périmètre du futur lycée par une zone UE indicé "I".

Il est demandé de veiller à inclure uniquement le périmètre destiné à la réalisation du lycée et de vérifier la liste des parcelles énumérées dans les diverses pièces constituant le dossier DPMEC.

- Le document écrit :  
Des prescriptions relatives à la zone UE indicé "I" sont proposées. Les services de la DATM associés aux services de la DEL émettent plusieurs observations et propositions.

*Propositions d'ajustement*

- *Article UEl.I.1.a. Les nouvelles constructions*
  - *Il faut autoriser la réalisation de logements (le projet en prévoit 12), d'un internat, d'un restaurant scolaire ainsi que d'ateliers pour accueillir une clientèle en esthétique, cosmétique, parfumerie, et coiffure ainsi que pour recevoir de la maintenance de véhicules automobile.*
- *Article UEl.II.2.a et UEl.II.2.b / Hauteur des constructions :*
  - *Il est demandé de conserver la rédaction : hauteur des constructions n'est pas limitée.*
- *Article UEl.II.3.b. Aspect des toitures*
  - *Il est demandé de revoir la prescription relative à l'épaisseur de substrat en toiture végétalisée : proposition 15 cm (au lieu de 30 cm)*
- *Article UE"II".II.5. Stationnement*
  - *Il faut prévoir 2 places de stationnement par logement (dont 1 box).*
  - *Il est proposé de remplacer la rédaction concernant les "équipements d'intérêt collectif et services publics" par la formulation suivante : « Le nombre de places de stationnement exigé est déterminé en fonction de la nature de la construction, de sa situation géographique, de la qualité de la desserte en transport collectif, ainsi que des capacités de stationnement ouvertes au public à proximité. »*
- Les orientations d'aménagement et de programmation  
Il n'est pas prévu d'OAP conditionnant la réalisation du projet.  
Toutefois, il conviendrait d'indiquer qu'un concours restreint en maîtrise d'ouvrage publique est en cours (porté par la Région). Et qu'en préalable à ce concours, un programme d'architecture détaillé a été rédigé et partagé par les services de la DEL avec les services de Thonon Agglo.

### 3. Sur la compatibilité de la DPMEC avec le SRADDET

Il convient de souligner que le projet présenté :

- privilégie le recyclage foncier pour relocaliser l'enseigne commerciale sur une friche industrielle (zone des Esserts-Niollets) et pour réaliser la future gare routière.
- mobilise du foncier à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées pour implanter le futur lycée et la future gare routière.
- impacte dans une mesure qui reste à préciser des enjeux environnementaux (petite zone humide et terrains agricoles en exploitation).

Cette approche de la consommation foncière et de ses usages est en compatibilité avec les orientations portées par le SRADDET car ces choix participent à la limitation de la consommation d'enaf.

Cependant, pour une meilleure prise en compte du SRADDET,

- Une approche de la vacance commerciale à l'échelle du SCoT du Chablais et/ou du PLUi du Bas Chablais pourrait démontrer s'il y a nécessité de construire un nouveau bâtiment pour relocaliser l'enseigne commerciale (objectif 3.6 et règle 6 du SRADDET).
- De plus, faute de pouvoir éviter et réduire de manière suffisante les impacts environnementaux négatifs du projet, le SRADDET souhaite que soient mises en œuvre des démarches innovantes en matière de compensation écologique.

Il faut souligner la conduite d'une étude circulation et sa déclinaison dans un programme d'actions ; elles vont dans le sens de la politique de décarbonation portée par la Région. Le focus réalisé sur les actions concrètes en lien et autour du futur lycée est à encourager.

Annexe : Observations générales sur la notice de présentation et demandes d'ajustements
---

- Indiquer : Lycée général, technologique et professionnel
- (page 8) Cartographie des établissements du second degré :
  - Il n'y a qu'un site pour le lycée privé Jeanne d'Arc à Thonon et pas deux.
  - Les LPO ne proposent pas que de l'enseignement général mais également des filières professionnelles.
  - Les établissements privés et publics relevant du ministère de l'Agriculture (lycées et MFR) n'apparaissent pas sur la carte.
- (page 11) sur le choix du site : il est écrit " en janvier 2021, la commune de Bons-en-Chablais a décidé de rejeter le projet de site proposé par la Région". Il est proposé de remplacer cette phrase par : "La commune d'implantation était initialement Bons-en-Chablais. Suite à un changement de municipalité et face au refus des nouveaux élus d'autoriser l'implantation d'un lycée sur leur territoire, les élus de Thonon Agglo ont conduit une nouvelle réflexion sur les sites potentiels d'implantation avant de retenir le site proposé par la commune de Douvaine."
- (page 13 et suivantes) indiquer l'auteur du tableau "Tableau comparatif des sites", la date à laquelle ce tableau a été établi et le contexte de son écriture
- (page 21 et suivantes) Être précis concernant :
  - la voirie qui aujourd'hui traverse le périmètre du projet de lycée et qui doit être supprimée (partie de la rue du Maisse).
  - La gare routière et le lycée sont 2 périmètres distincts avec 2 maîtres d'œuvre distincts. Le plan de zonage les repère dans deux zones distinctes UE dite générique pour la gare routière et UE indiquée "I" pour le lycée.
- (page 28) Revoir l'écriture de la fin du paragraphe 3.1 pour sa bonne compréhension.
- (page 40) Inexactitude dans la liste des parcelles incluses dans le périmètre du projet / mauvaise lisibilité des limites de la zone UEI sur les documents graphiques

# THONON agglomération

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28 mai 2024 à 18 heures 00

### DELIBERATION

Délégués en exercice : 54  
Délégués présents : 42  
Délégués ayant donné pouvoir : 9  
Délégués votants : 51

Date de convocation du Conseil : 22/05/2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mai à 18 heures 00, le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire : Salle du Conseil Communautaire 81 place de la Mairie 74550 PERRIGNIER sous la présidence de M. Christophe ARMINJON, Président.

#### Liste des personnes présentes :

**ALLINGES** : M. François DEVILLE, Mme Claudine FAUDOT  
**ANTHY-SUR-LEMAN** : Mme Isabelle ASNI-DUCHENE  
**ARMOY** : M. Patrick BERNARD  
**BALLAISON** : M. Christophe SONGEON  
**BONS-EN-CHABLAIS** : M. Olivier JACQUIER, Mme Annelise HERITEAU, M. Marcel PIGNAL-JACQUARD  
**CERVENS** : M. Gil THOMAS  
**CHENS-SUR-LEMAN** : Mme Pascale MORIAUD représentée par M. Aubert DE PROYART  
**DOUVAINE** : Mme Claire CHUINARD, M. Olivier BARRAS  
**DRAILLANT** : M. Pascal GENOUD  
**EXCENEVEX** : Mme Chrystelle BEURRIER  
**FESSY** : M. Patrick CONDEVAUX  
**LE LYAUD** : M. Joseph DEAGE  
**LOISIN** : Mme Laëtitia VANNER  
**MARGENCEL** : M. Patrick BONDAZ  
**MASSONGY** : Mme Sandrine DETURCHE  
**MESSERY** : M. Serge BEL  
**ORCIER** : Mme Catherine MARTINERIE  
**PERRIGNIER** : M. Claude MANILLIER  
**SCIEZ** : M. Cyril DEMOLIS, Mme Fatima BOURGEOIS, M. Michel DAVID  
**THONON-LES-BAINS** : M. Christophe ARMINJON, M. Richard BAUD, M. Jean-Claude TERRIER, M. Jean-Marc BRECHOTTE, M. René GARCIN, Mme Carine DE LA IGLESIA, M. Gérard BASTIAN, Mme Nicole JAILLET, M. Philippe LAHOTTE, Mme Sylvie COVAC, Mme Katia BACON, Mme Sophie PARRA D'ANDERT, M. Thomas BARNET, Mme Astrid BAUD-ROCHE  
**VEIGY-FONCENEX** : Mme Catherine BASTARD, M. Bruno DUCRET  
**YVOIRE** : M. Jean-François KUNG

#### Liste des pouvoirs :

**BRENTTHONNE** : M. Michel BURGNARD donne pouvoir à M. Patrick CONDEVAUX  
**DOUVAINE** : M. Pascal WOLF donne pouvoir à Mme Claire CHUINARD  
**NERNIER** : Mme Marie-Pierre BERTHIER donne pouvoir à Mme Sandrine DETURCHE  
**THONON-LES-BAINS** : Mme Isabelle PLACE-MARCOZ donne pouvoir à M. Gérard BASTIAN, M. Mustafa GOKTEKIN donne pouvoir à Mme Carine DE LA IGLESIA, Mme Cassandra WAINHOUSE donne pouvoir à Mme Nicole JAILLET, M. Jean-Baptiste BAUD donne pouvoir à Mme Sophie PARRA D'ANDERT, M. Franck DALIBARD donne pouvoir à M. Patrick BONDAZ, M. Jean-Louis ESCOFFIER donne pouvoir à Mme Astrid BAUD-ROCHE

# THONON agglomération

Liste des personnes absentes excusées :

**THONON-LES-BAINS** : Mme Brigitte MOULIN

Liste des personnes absentes :

**LULLY** : M. René GIRARD

**THONON-LES-BAINS** : Mme Catherine PERRIN

**Invités**

M. Lionel BOULENS, Services CA  
Mme Carole ECHERNIER, Services CA  
Mme Isabelle PEZOUS, Services CA  
Mme Hélène WIRION, Services CA

**Invités excusés**

Mme Adèle ARVIS, Services CA

**Secrétaire de séance**

M. Richard BAUD a été élu secrétaire

# THONON agglomération

N° CC2024.00165

**DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU SCOT DU CHABLAIS ET DU PLUI DU BAS-CHABLAIS EN VUE DE LA CREATION D'UN LYCEE ET D'UNE GARE ROUTIERE ATTENANTE SUR LA COMMUNE DE DOUVAINE - Bilan de concertation**

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2, L. 143-44 et L. 153-54,  
VU la consultation des personnes publiques associées,  
VU l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) soumettant la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais à évaluation environnementale,  
VU la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 20 décembre 2023,  
VU la délibération n° CC2024.00079 du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération en date du 26 mars 2024, fixant les modalités de concertation pour la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais pour la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur le secteur du Maisse à Douvaine,  
VU l'avis en date du 23 avril 2024 de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE), rendu sur le volet PLUi du Bas-Chablais de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

**Le Conseil Communautaire à l'unanimité,**

TIRE le bilan de la concertation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais, pour la création d'un lycée et d'une gare routière attenante sur le secteur du Maisse à Douvaine.

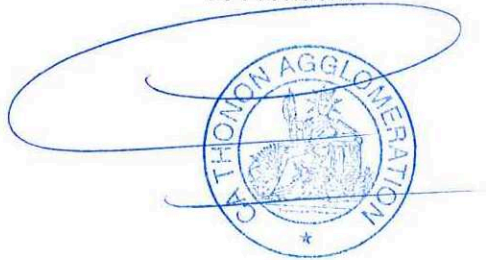
Ainsi fait, délibéré et signé, les jour, mois et an que dessus

Ont signé au registre :

Le Président et le secrétaire de séance

Pour extrait certifié conforme.

Le Président



Le secrétaire de séance

A handwritten signature in dark ink, written over a horizontal line.

Télétransmis en Sous-Préfecture le 03 JUIN 2024

Publié sur le site internet de l'agglomération, le 03 JUIN 2024



## COMMUNE DE CHOISY

## Avis d'appel public à la concurrence

M. Yves GUILLOTTE  
Mairie - 71 Route de l'Eglise - 74330 CHOISY  
Tél : 04 50 77 41 56  
SIRET 21740076100011  
L'avis implique un marché public  
**Objet** : EXTENSION DES ECOLES DE CHOISY  
**Procédure** : Procédure adaptée  
**Forme du marché** : Prestation divisée en lots : oui  
**Lot N° 1** - Terrassements - réseaux  
**Lot N° 2** - Maçonnerie - gros-oeuvres  
**Lot N° 3** - Charpente - bardage bois  
**Lot N° 4** - Etanchéité  
**Lot N° 5** - Serrurerie  
**Lot N° 6** - Menuiseries extérieures bois - vitrées et occultations  
**Lot N° 7** - Menuiseries intérieures bois - agencement  
**Lot N° 8** - Cloisons doublages isolation  
**Lot N° 9** - Chapes - isolation projetée - faïences  
**Lot N° 10** - Sols souples  
**Lot N° 11** - Peintures intérieures - extérieures  
**Lot N° 12** - Revêtements de surfaces  
**Lot N° 13** - Chauffage Ventilation Sanitaire  
**Lot N° 14** - Courant fort - Courant faible  
**Critères d'attribution** : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :  
- 60% Valeur technique de l'offre  
- 40% Prix  
**Remise des offres** : 09/07/24 à 12h00 au plus tard.  
**Envoi à la publication le** : 03/06/2024  
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.mp74.fr>

416259300

HAUTE-SAVOIE  
HABITAT

## Avis d'appel public à la concurrence

M. Pierre-Yves ANTRAS - Directeur général  
2 rue Marc Le Roux - BP 97006 - 74055 ANNECY CEDEX  
Tél : 04 50 88 22 43 - SIRET 34918561100010  
L'avis implique un marché public.  
**Objet** : Travaux de transformation de 6 logements sociaux existants en bureaux à ANNEMASSE (74100) Le Perrier  
Reconsultation de divers lots déclarés sans suite pour cause d'infirmité  
**Procédure** : Procédure adaptée  
**Forme du marché** : Prestation divisée en lots : oui  
**Lot N° 3** - Bardage  
**Lot N° 9** - Plomberie - Sanitaire - Chauffage  
**Lot N° 11** - Revêtements de sols collés  
**Lot N° 12** - Plafonds suspendus  
**Lot N° 13** - Ventilation  
**Critères d'attribution** : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).  
**Remise des offres** : 25/06/24 à 12h00 au plus tard.  
**Envoi à la publication le** : 03/06/2024  
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info>

416289900

## Avis d'attribution

MAIRIE DES  
CONTAMINES MONTJOIE

## Avis d'attribution

M. François BARBIER - Maire  
4 Route Notre Dame de la Gorge - 74170 Contamines Montjoie  
Tél : 04 50 47 00 20 - Fax : 04 50 47 09 70  
mél : dgs@mairie-lescontamines.com  
web : <http://www.mairie-lescontamines.com>  
SIRET 21740085200018  
**Objet** : TRAVAUX DE REFECTION ET D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE COMMUNALE  
**Référence acheteur** : 2024-06  
**Nature du marché** : Travaux  
**Procédure** : Procédure adaptée  
**Classification CPV** :  
Principale : 45113000 - Travaux de chantier  
Complémentaires : 44113300 - Matériaux enrobés  
44113700 - Matériaux de réparation routière

44113900 - Matériaux d'entretien routier  
**Attribution du marché**  
**Nombre d'offres reçues** : 1  
**Date d'attribution** : 27/05/24  
Marché n° : 2024-06  
COLAS FRANCE, 1 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA, 75015 PARIS 15  
Montant HT : 1 600 000,00 €  
Envoi le 03/06/24 à la publication  
Pour retrouver cet avis intégral, allez sur <https://www.marches-publics.info>

416186500

## AVIS

## Enquêtes publiques

THONON  
agglomération

## THONON AGGLOMÉRATION

**Avis d'enquête publique**  
**Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse)**  
**Du vendredi 31 mai 2024 à partir de 9h00 jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 17h00**

Les autorités responsables de ce projet sont le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), compétent en matière de SCOT dont le siège se situe 23 Grande Rue - BP 33 - 74201 Thonon-les-Bains et Thonon Agglomération, établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et de document d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe : 2, place de l'Hôtel de Ville - BP 80114 - 74207 Thonon-les-Bains.  
Toute information peut être demandée auprès du service urbanisme de Thonon Agglomération (04.50.31.25.00).  
Le projet de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation figure dans le dossier d'enquête. Ce dossier, ainsi que cette évaluation ont été transmis à l'Autorité environnementale.  
Les pièces du dossier et un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public aux lieux suivants, pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture :  
- Mairie de Douvaine - Place de l'Hôtel de Ville - 74140 Douvaine  
- Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais - 23 Grande Rue - 74200 Thonon-les-Bains  
- Antenne de Ballaison de Thonon Agglomération - Domaine de Thénieres - 74140 Ballaison  
Un poste informatique sera mis à disposition du public en mairie de Douvaine, aux jours et heures d'ouverture habituels, afin de permettre la consultation du dossier soumis à l'enquête publique.  
Le dossier numérique de l'enquête publique est consultable sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>  
Pendant la durée de l'enquête, le public pourra faire ses observations et propositions :  
- Sur les registres d'enquête papiers établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à disposition dans les lieux d'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;  
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : [urbanisme@thononagglo.fr](mailto:urbanisme@thononagglo.fr)  
- Sur le registre dématérialisé accessible à partir de la rubrique urbanisme de Thonon Agglomération : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>  
Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables dans les registres d'enquête papiers.  
- Par voie postale en adressant un courrier à :  
Monsieur le Commissaire enquêteur - Thonon Agglomération - Service Urbanisme - (OBJET DE L'ENQUETE) - Domaine de Thénieres - 74140 BALLAISON  
Les observations et propositions écrites du public, reçues par le commissaire enquêteur et celles transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête.  
Toutes les observations, courriers et courriers électroniques réceptionnés avant la date et l'heure d'ouverture et après la date et l'heure de clôture de l'enquête ne pourront pas être pris en considération par le commissaire enquêteur.  
Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné Monsieur Denis BLAISE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Georges CONSTANTIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.  
Le commissaire enquêteur assurera quatre permanences pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales aux dates et heures suivantes :  
- Le vendredi 31 mai 2024, de 09h à 12h - Mairie de Douvaine  
- Le mercredi 12 juin 2024, de 16h à 19h - Mairie de Douvaine  
- Le samedi 22 juin 2024, de 09h à 12h - Mairie de Douvaine

- Le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024, de 14h à 17h - Mairie de Douvaine  
Le commissaire enquêteur transmettra au président de Thonon Agglomération son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois suivant la date de clôture de l'enquête.  
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public au siège de Thonon Agglomération, en mairie de Douvaine et à la Préfecture de Haute-Savoie dès leur transmission et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, aux heures et jours habituels d'ouverture.  
Les personnes intéressées pourront en obtenir communication sans limitation de délai, dans les conditions prévues au Titre 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978 (modifié par la loi du 12 avril 2000).  
Au terme de l'enquête publique, le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Comité syndical du SIAC pour la mise en compatibilité du SCOT du Chablais, et du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération pour la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais..

411612800

COMMUNE  
DE SCIONZIERAvis d'ouverture d'une enquête publique  
Installation classée

Le Préfet de la Haute-Savoie communique :

Par arrêté préfectoral n°PAIC-2024-0035 en date du 27 mai 2024, une enquête publique est prescrite dans la commune de SCIONZIER pendant 15 jours, **du lundi 24 juin 2024 au lundi 8 juillet 2024 inclus**, sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ARVE ALPES ASSAINISSEMENT dont le siège social est établi 952 rue Claude Ballaloud - ZAE du bord de l'Arve, sur le territoire de la commune de SCIONZIER, en vue de l'exploitation d'un site de transit et de regroupement de déchets dangereux liquides constitués d'eaux hydrocarburées et de fluides d'usinage collectés situé sur le territoire de la commune de SCIONZIER, au 259 rue du Pierrier.  
Le projet, au titre de la réglementation relative aux installations classées, est soumis à une étude d'incidence suite à l'avis de l'autorité administrative de l'Etat, compétente en matière d'environnement, en date du 5 août 2022. Le préfet de la Haute-Savoie délivrera à l'issue de la procédure réglementaire une autorisation environnementale d'exploiter.  
Le silence gardé par le préfet à l'issue des délais prévus par l'article R. 181-41 du code de l'environnement pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale vaut décision implicite de rejet. Toute information pourra être demandée à Monsieur Franck BELLEMIN, dirigeant de la société ARVE ALPES ASSAINISSEMENT, tél : 04.50.98.12.10 ou par mail : [secretariat@arvealpesassainissement.fr](mailto:secretariat@arvealpesassainissement.fr), responsable du projet.

## ACTIVITES CLASSÉES

**2718-1** : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2993. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges. Quantité déclarée : 45 tonnes. Autorisation  
**2795** : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en service étant inférieure à 20 m³/j. Quantité déclarée : 2 m³ par semaine. Déclaration avec contrôle périodique.  
Le public pourra prendre connaissance du dossier en support papier à la mairie de SCIONZIER, services techniques au 1<sup>er</sup> étage et formuler ses observations et propositions sur un registre ouvert à cet effet pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public :  
- du lundi au jeudi de 9H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H30,  
- le vendredi de 9H00 à 12H00 et de 14H00 à 16H30.  
Le jeudi 4 juillet 2024 et le vendredi 5 juillet 2024, la mairie sera ouverte uniquement de 9H00 à 12H00.  
Une version numérique du dossier sera consultable gratuitement sur un poste informatique disponible la Mairie de SCIONZIER.  
Ce dossier est disponible depuis le site des services de l'Etat en Haute-Savoie à l'adresse suivante : [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr).  
Le public pourra également adresser ses observations par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie ou par voie électronique à l'adresse suivante : [ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr).  
**Madame Evelynne BAPTENDIER est nommée commissaire enquêteur titulaire et se tiendra à la mairie de SCIONZIER le :**  
- **lundi 24 juin 2024 de 9H00 à 12H00,**  
- **lundi 8 juillet 2024 de 14H30 à 17H30.**  
Madame Vanessa TANI est nommée commissaire enquêteur suppléante.  
Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique au Pôle administratif des Installations Classées, à la mairie de SCIONZIER et publiés sur le site des services de l'Etat en Haute-Savoie.

415460400



En application de l'arrêté du 14 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, paru le 28 décembre 2023, le tarif du caractère (applicable aux annonces non forfaitisées) est fixé à 0,183 euros HT pour l'année 2024. Le tarif d'insertion d'une annonce judiciaire et légale ne peut faire l'objet d'aucune remise.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

AVIS ADMINISTRATIFS

COMMUNE DE FLUMET

Approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Par délibération en date du 14 mai 2024, le conseil municipal de Flumet a approuvé la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU). Cette délibération est affichée en mairie de Flumet pendant un mois à compter du 29 mai 2024. Le dossier de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.



COMMUNE DE LA CHAPELLE RAMBAUD

Prescription de la révision n°1 du PLU de la commune de La Chapelle Rambaud

Le public est informé que la commune de la Chapelle Rambaud a revu les orientations du PADD et a décidé, par délibération du conseil municipal du 31 janvier 2024, de procéder à la révision n°1 de son PLU sur son territoire communal. Un sursis à statuer a également été délibéré à cette même date. Lesdites délibérations sont consultables en mairie. Date d'envoi à la publication : 31/05/2024.

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

CRÉATIONS/ CONSTITUTIONS

Par ASSP en date du 18/12/2023, il a été constitué une SASU dénommée : MW SERVICES  
**Siège social** : 12 BIS FAUBOURG DES BALMETTES 74000 ANNECY  
**Capital** : 3000 € **Objet social** : Installation et maintenance réseaux, travaux bâtiment, nettoyage après chantiers **Président** : M IBN EL HAJ SASSI Marwen demeurant 10 BIREL JADI HAOUARIYA 8046 NABEUL-TUNISIE Tunisie élu pour une durée de 99 ans. **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de ANNECY.

Par ASSP en date du 24/05/2024 il a été constitué une SCI dénommée : SCI DES FONTAINES  
**Siège social** : 29 Chemin des Fontaines 74100 VÉTRAZ-MONTHOUX **Capital** : 1000 € **Objet social** : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous biens immobiliers, logements à usage d'habitation ou locaux commerciaux, droits immobiliers, la création, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social **Gérance** : M PRIZZON Florian demeurant 29 Chemin des Fontaines 74100 VÉTRAZ-MONTHOUX ; Mme PRIZZON Honorine demeurant 212 Chemin des Vignes Rouges 74380 CRANVES-SAËS **Cession de parts sociales** : Toutes les cessions de parts sociales de la Société sont soumises au préalable à agrément de la collectivité des associés réunis en Assemblée Générale. **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de THONON-LES-BAINS.

RILAU

SAS au capital de 21 000,00 €  
**Siège social** : 34 RUE DE LA RÉPUBLIQUE 74210 FAVERGES-SEYTHENEX modification au RCS de Annecy 399563238  
Par décision Assemblée Générale Ordinaire du 31/05/2024, il a été décidé de nommer Directeur général M. LIN Yingfei demeurant 34 rue de la République 74210 Faverges-Seythenex à compter du 31/05/2024

Annonces

ENQUÊTES PUBLIQUES



THONON agglomération

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Bas-Chablais pour permettre la création d'un lycée et la réalisation d'une gare routière attenante sur la commune de Douvaine (secteur du Maisse)

Du vendredi 31 mai 2024 à partir de 9h00 jusqu'au lundi 1er juillet 2024 à 17h00

Les autorités responsables de ce projet sont le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), compétent en matière de SCOT dont le siège se situe 23 Grande Rue – BP 33 – 74201 THONON LES BAINS et Thonon Agglomération, établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et de document d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe: 2, Place de l'Hôtel de Ville – BP 80114 – 74207 THONON LES BAINS. Toute information peut être demandée auprès du service urbanisme de Thonon Agglomération (04.50.31.25.00). Le projet de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation figure dans le dossier d'enquête. Ce dossier, ainsi que cette évaluation ont été transmis à l'Autorité environnementale.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public aux lieux suivants, pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture :  
• Mairie de Douvaine – Place de l'Hôtel de Ville – 74140 DOUVAINE  
• Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais – 23 Grande Rue – 74200 THONON LES BAINS  
• Antenne de Ballaison de Thonon Agglomération – Domaine de Thénières – 74140 BALLAISON  
Un poste informatique sera mis à disposition du public en mairie de Douvaine, aux jours et heures d'ouverture habituels, afin de permettre la consultation du dossier soumis à l'enquête publique. Le dossier numérique de l'enquête publique est consultable sur le site internet de Thonon Agglomération à la rubrique urbanisme : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra faire ses observations et propositions :  
- Sur les registres d'enquête papiers établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à disposition dans les lieux d'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;  
- Par courrier électronique à l'adresse suivante [urbanisme@thononagglo.fr](mailto:urbanisme@thononagglo.fr)  
- Sur le registre dématérialisé accessible à partir de la rubrique urbanisme de Thonon Agglomération : <https://www.thononagglo.fr/43-urbanisme.htm>  
Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables dans les registres d'enquête papiers.  
- Par voie postale en adressant un courrier à :

Monsieur le Commissaire enquêteur  
Thonon Agglomération – Service Urbanisme  
(OBJET DE L'ENQUETE)  
Domaine de Thénières – 74140 BALLAISON

Les observations et propositions écrites du public, reçues par le commissaire enquêteur et celles transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête. Toutes les observations, courriers et courriers électroniques réceptionnés avant la date et l'heure d'ouverture et après la date et l'heure de clôture de l'enquête ne pourront pas être pris en considération par le commissaire enquêteur. Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné Monsieur Denis BLAISE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Georges CONSTANTIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Le commissaire enquêteur assurera quatre permanences pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales aux dates et heures suivants :  
- Le vendredi 31 mai 2024, de 09h à 12h – Mairie de Douvaine  
- Le mercredi 12 juin 2024, de 16h à 19h – Mairie de Douvaine  
- Le samedi 22 juin 2024, de 09h à 12h – Mairie de Douvaine  
- Le lundi 1er juillet 2024, de 14h à 17h – Mairie de Douvaine  
Le commissaire enquêteur transmettra au président de Thonon Agglomération son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois suivant la date de clôture de l'enquête. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public au siège de Thonon Agglomération, en mairie de Douvaine et à la Préfecture de Haute-Savoie dès leur transmission et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, aux heures et jours habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication sans limitation de délai, dans les conditions prévues au Titre 1er de la loi du 17 juillet 1978 (modifié par la loi du 12 avril 2000). Au terme de l'enquête publique, le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Comité syndical du SIAC pour la mise en compatibilité du SCOT du Chablais, et du Conseil Communautaire de Thonon Agglomération pour la mise en compatibilité du PLUi du Bas-Chablais.

OBJET SOCIAL/GERANCE/TRANSFERT SIEGE

Dénomination : SIMBA.  
Forme : SCI au capital de 68602 euros.  
Siège social : 18 Rue PERRIERE, 74000 ANNECY.  
411894538 RCS d'Annecy.  
Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 mai 2024, les associés ont décidé à compter du 21 mai 2024 :  
- de modifier l'objet social comme suit : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la location, l'administration, et la vente à titre occasionnel de tous biens et droits immobiliers et mobiliers, en ce qui compris les parts de SCPI, de tous biens et droits immobiliers pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, la mise à disposition à titre gratuit d'un ou plusieurs associés.  
- de transférer le siège social à 10 Rue des cigales, 26110 Nyons.  
- de la modification de la gérance de la société : Monsieur Patrice GAILLARD, demeurant 10 Rue des cigales, 26110 Nyons (nomination).  
Radiation du RCS d'Annecy et immatriculation au RCS de Romans.

Nomination de Co-Gérant LES 2 EFFES

SCI au capital de 1 000 €  
Siège social : 3 rue du parc Le Floride 74100 ANNEMASSE  
488 480 641 RCS THONON-LES-BAINS

Aux termes de l'AGE du 16/11/2023, il a été décidé de nommer en qualité de Co-gérant Mme Frederique MEYGRET-MOUCHEL 151 route de vens 74910 SEYSSSEL à compter du 16/11/2023. L'article 17 des statuts a été modifié en conséquence. Mention en sera faite au RCS de THONON-LES-BAINS.

ML IMMOBILIER

SAS au capital de 10 000,00 €  
Siège social : 28 BD DU SEMNOZ 74000 ANNECY modification au RCS de Annecy 905360517  
Par décision Assemblée Générale Ordinaire du 31/05/2024, il a été décidé de nommer Directeur général M. LIN Yingfei demeurant 34 rue de la République 74210 Faverges-Seythenex à compter du 31/05/2024.

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

NOMINATION - TRANSFERT - MODIFICATION - MOUVEMENT



S.E.I.A.R.L. TITULAIRE D'OFFICES NOTARIAUX  
8 A rue du Maréchal Leclerc 70200 LURE

MODIFICATIONS STATUTAIRES

LAURENCE LOURDEL SARLU  
Au capital de 5 000 euros  
Siège social : 333 Chemin du Clos Derrière 74170 SAINT-GERVAIS-LES-BAINS SIREN 821351194 - R.C.S. ANNECY

Aux termes d'un acte authentique reçu par Me Edouard BOHL-KUHN, le 31/05/24, il a été décidé par l'associé unique à effet du 31/05/24 :  
- d'accepter la démission de ses fonctions de gérante de la société de Mme Laurence Pascale DUBOST épouse LOURDEL et la nomination en remplacement de M. Adrien Nicolas PERINET-MARQUET, domicilié à PASSY (74190), 250 rue des Granges, pour une durée illimitée, avec modification corrélatrice de l'article 10 des statuts ;  
- du transfert du siège social de l'adresse susvisée à celle suivante : SALLANCHES (74700), 220 place Charles Albert, avec modification corrélatrice de de l'article 4 des statuts ;  
- de la modification de la dénomination sociale susvisée devenant : LES CARNETS D'ALBERT, avec modification corrélatrice de de l'article 3 des statuts ;  
Les dépôts légaux seront effectués au greffe du Tribunal de commerce d'ANNECY.  
Pour avis, Me Edouard BOHL-KUHN

EPI-LOG INVESTISSEMENTS

EPI-LOG SAS  
SASU au capital de 1 000 €  
Siège social : 9 IMPASSE DU CARROZ 74950 SCIONZIER 815 279 872 RCS ANNECY

Modification

Aux termes de l'AG du 30/05/2024, il a été décidé de modifier l'objet social et la dénomination de la société à compter du 01/06/2024.

la société a pour NOUVELLE dénomination SALT & PEPPER

l'objet social comme suit : En France et à l'étranger, la Société a l'objet social suivant :  
- L'activité de cuisinier traiteur ; la vente ambulante de produits traiteur ; l'activité de traiteur lors d'événements (mariage, cocktails, baptême...) et l'organisation de buffets.  
- L'activité de Chef à domicile.  
- L'activité de conseils culinaires.  
En outre, l'objet social comprend toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières, qui s'y rapportent directement ou indirectement, susceptibles de lui être utiles ou d'en faciliter le développement ou la réalisation, ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, ou encore qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son commerce et son industrie.

Les articles ARTICLE 2 et 3 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention en sera faite au RCS de ANNECY.

CAMPING DE L'ALOUA SAS au capital de 86000 € 492 ROUTE DE PIRON 74320 Sévrier 821 483 294 RCS Annecy L'AGE du 31/05/2024 a nommé président M. HOUE Rémy, demeurant 264 Impasse des Bruyères 06370 Mouans Sartoux en remplacement de HOLDING DECISIER Mention au RCS Annecy



RTA Avocats  
Barreau de Thonon les Bains  
1, rue René Blanc - 74100 Annemasse

FAB

Société civile au capital de 66600 euros  
Nouveau siège social: 2 rue Gaspard Monge – ZAE du Grand Bois 74100 Annemasse  
431 453 216 RCS Thonon-les-Bains

Aux termes d'une délibération en date du 26 février 2024, les associés ont décidé de transférer le siège social du 909 Route de chez Pilloux 74250 Filinges au 2 rue Gaspard Monge – ZAE du Grand Bois 74100 Annemasse à compter du même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de Thonon-les-Bains.

Pour avis, La Gérance, Et pour insertion, Maître Arielle Grevaz



SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE L'ATELIER SUD Société civile au capital de 152.45 euros Siège social : 8 rue du Lac 74500 EVIAN LES BAINS 351 571 906 RCS THONON LES BAINS Aux termes du procès verbal de l'AGE du 22.04.2024, Mme Maryse FILLION, demeurant 16 chemin de Saint Thomas CHONNAY PUBLIER 74500, et Mme Valérie PECHEROT, demeurant 2 chemin du Pas d'Aspe EYSUS (64400) ont été nommées cogérantes en remplacement de M. Jean Pierre FILLION. Il a également été décidé de transférer le siège social du 8 rue du Lac EVIAN LES BAINS (74500) au 16 chemin de Saint Thomas Chonnay PUBLIER (74500), à compter de ce même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de THONON LES BAINS. Pour avis La Gérance

DISSOLUTIONS LIQUIDATIONS/ CESSATIONS



POLLIER GIRAUD BIRMELE  
10 Ter Rue de l'Europe – Le Vertilis 74200 THONON-LES-BAINS

BREBAND TP

Société à responsabilité limitée En liquidation amiable au capital de 2.000 euros  
Siège de Liquidation : 520 Route des Hutins 74890 LULLY  
R.C.S. THONON-LES-BAINS B 818 298 895

AVIS DE DISSOLUTION

Suivant les décisions du 27/05/2024, Monsieur Nicolas BREBAND, associé unique, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au Liquidateur, Monsieur Joseph BREBAND, demeurant à 520 Route des Hutins - 74890 LULLY, l'a déchargé de son mandat, et a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 Mars 2024. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de THONON-LES-BAINS, Haute-Savoie. Mention sera faite au R.C.S : THONON-LES-BAINS, Haute-Savoie. Pour avis Le Liquidateur

Article de presse sur le réunion du 8 novembre 2022

DOUVAINE

# Piscine, lycée, équipements sportifs : une commune en pleine mutation

**Les grandes lignes du futur aménagement du secteur de Maisse ont été dévoilées aux habitants : ceux-ci ont rappelé leurs inquiétudes en matière de déplacements sur ce secteur.**

Ce mardi 8 novembre, en partenariat avec Douvaine et la Région Auvergne Rhône-Alpes (Aura), Thonon Agglomération avait organisé une réunion publique pour présenter l'étude d'aménagement lancée en septembre dernier, sur le secteur du Maisse, au centre de Douvaine. Cette étude pré-opérationnelle s'inscrit dans l'élaboration du PLUI-HM (plan local d'urbanisme intercommunal habitat et mobilité) de Thonon Agglo. Elle vise à garantir la bonne intégration des futurs équipements publics qui changeront, demain, le visage du quartier du Maisse, parmi lesquels le lycée, la piscine intercommunale, et de nombreux équipements sportifs.

En première partie, Thomas Laroche (responsable urbanisme à Thonon Agglo) a présenté le PLUI-HM qui doit déterminer les droits d'occupation du sol sur une durée de 10 à 12 ans sur les 25 communes de l'Agglo, en restant compatible avec le Scot (schéma de cohérence territoriale) du Chablais. Ce



Les représentants de la Région, de Thonon Agglo et de la commune ont présenté l'étude d'aménagement futur du quartier Maisse Photo Le DL/J.N.

PLUI-HM remplacera les PLU des communes et le PLU du Bas Chablais. Le planning de cette procédure PLUI-HM lancée le 23 février 2021 devrait durer environ quatre ans pour une approbation fin 2025, avec des phases importantes de concertation et d'enquêtes publiques.

Des études d'urbanisme sur quatre secteurs stratégiques sont prévues : deux à Thonon (Port de Rives, Thonon gare), une à Allinges et une pour le secteur Maisse de Douvaine. Ce dernier doit accueillir un lycée (compétence de la Région), la piscine intercommunale (compétence Thonon Agglo), un nouveau gymnase pour le collège et le lycée et

des équipements sportifs à mutualiser entre les collectivités concernées.

## Une piscine avec huit lignes d'eau

Les enjeux de l'étude sont multiples : l'intégration des équipements structurants et leurs interactions, l'aménagement des espaces publics, la circulation des véhicules et la place des modes doux, la gestion des transports scolaires et les mutations des zones pavillonnaires sur le secteur. L'étude a été lancée en septembre 2022 pour aboutir à une validation du schéma d'aménagement en 2024. La concertation est prévue en

consultant le site internet de l'Agglo pour poser des questions et en assistant aux différentes réunions publiques programmées tout au long de l'avancement de l'étude.

Serge Delsante, conseiller régional a précisé que le lycée accueillera 1 700 élèves sur des filières d'enseignement général, technologique et professionnel (avec des bacs pros coiffure, esthétique, maintenance). Le cahier des charges pour la construction de ce lycée exige des démarches fortement vertueuses par rapport à l'environnement et sur l'intégration des bâtiments sur le site. Le jury pour désigner le cabinet d'architectes retenu de-

vrait se réunir mi-2023 et la livraison progressive du lycée est prévue à partir de 2028.

Par ailleurs, la piscine couverte est prévue en parallèle avec un bassin (de huit lignes d'eau) et un bassin d'apprentissage.

À la suite des présentations, la parole a été donnée aux personnes présentes. Beaucoup de questions ont concerné la circulation routière déjà très difficile actuellement dans ce secteur qui va donc accueillir près de 2 000 personnes de plus. Les habitants du quartier ont aussi des fortes inquiétudes sur les nuisances apportées par les chantiers de construction sur plusieurs années. Christophe Songeon (Thonon Agglo) et Claire Chuinard (maire) ont répondu que l'étude lancée prenait bien en compte ces difficultés de circulation et de nuisances et qu'elle devrait apporter des solutions sur les modes doux, des modifications de voirie et de pratiques de mobilité.

En conclusion à cette première réunion publique, la majorité des personnes présentes ne s'oppose pas à l'arrivée du lycée et de la piscine, mais souhaite que des améliorations concrètes sur la fluidité du trafic routier soient effectivement réalisées à court terme.

Jean NEURY

**Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi du  
Bas-Chablais et du SCOT du Chablais, en vue de la création du  
lycée et d'une gare routière attenante sur le secteur du Maisse à  
Douvaine**

**Réponse au procès-verbal de synthèse du Commissaire Enquêteur, Monsieur  
Denis BLAISE**

Monsieur le Commissaire enquêteur,

En date du 3 juillet 2024, vous nous avez fait parvenir le procès-verbal de synthèse établi à l'issue de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du SCOT du Chablais et du PLUi du Bas-Chablais, en vue de la création du lycée du Chablais et d'une gare routière attenante sur le secteur du Maisse à Douvaine. Vous trouverez ci-dessous les réponses apportées aux observations et interrogations de votre part, ainsi que celles apportées sur les registres.

▪ Observations émises par le Commissaire enquêteur

○ Evolutions structurelles à venir quant à la gestion des flux

Comme vous l'avez indiqué, le lycée va être un générateur de flux, et dans ce cadre, depuis 2022, des études d'aménagement (étude sectorielle du Maisse réalisée dans le cadre du PLUi-HM, 2022-2023), de circulation (étude « Circulation » de Douvaine, 2023) et de maîtrise d'œuvre voirie (en cours) sont menées par la commune de Douvaine et l'Agglomération de Thonon, en lien avec la Région Auvergne Rhône-Alpes, Maître d'ouvrage du Lycée, afin de garantir la fluidité des flux à termes, et à la bonne cohabitation des différents modes de déplacement. Il s'agit aussi de requestionner le plan de circulation de façon à apaiser au maximum le secteur du Maisse, qui va devenir un véritable pôle d'équipements publics (groupe scolaire, collège, lycée équipements sportifs dont la future piscine), où il s'agira d'éviter les flux de pur transit.

La question du trafic et de la circulation est un enjeu primordial de l'aménagement du Maisse, à fortiori au vu du constat actuel du « shunt » ayant pour effet un phénomène d'évitement du carrefour à feu du centre de Douvaine, en chargeant ledit secteur du Maisse, c'est pourquoi ce sujet fait l'objet de démarches complémentaires citées ci-dessus.

Enfin la question de la circulation des bus est également abordée à travers les réflexions en cours des gares routières, où il est envisagé d'avoir des solutions de

stationnement tenant compte des lieux de provenance, afin, une fois encore, de limiter les engorgements de trafic dans le cœur de Douvaine, y compris dans le Maisse. Les solutions définitives seront affinées lorsque la carte scolaire du lycée sera connue.

- Possibilités d'habitat pour les personnels de l'enseignement et de fonctionnement

Depuis la décision d'implanter le lycée sur la commune de Douvaine, le sujet de l'habitat a été amplement intégré à la question de l'aménagement non seulement du Maisse, mais aussi de celui à l'échelle de la commune. En effet, l'étude sectorielle du Maisse a fléchi très concrètement des secteurs qui seront dédiés à l'habitat aux abords proches du lycée, que ce soit à travers le renouvellement urbain progressif de la rue des Acacias, mais aussi l'inscription dans le PLUi-HM en cours d'élaboration, d'un nouveau secteur d'habitat qui sera situé sur la partie sud du tènement ayant vocation à accueillir aussi les nouveaux équipements sportifs.

Plus généralement, la politique d'habitat sur Douvaine vise à tenir compte du rôle nouveau que va jouer la commune dotée de ces nouveaux équipements d'intérêt communautaire, qui lui confère donc aussi un rôle nouveau d'accueil en logements. Ces réflexions vont de pair à la question des logements dédiés aux futurs enseignants et personnel de fonctionnement du lycée mais aussi des futures étudiant (BTS), où il y aura un réel enjeu de proposer des solutions sur Douvaine. Cela est d'autant plus important, que les cas de plus en plus fréquents de contractuels parmi le personnel enseignant, engendre souvent plus de mobilité, et il faut donc répondre à cela avec une offre d'habitat en cohérence.

- Observation portée sur le registre de Douvaine

La remarque inscrite porte sur un élément foncier ne concernant pas directement la procédure de mise en compatibilité. Nous précisons toutefois que nous prenons bonne note de la demande dans le cadre du volet foncier, conduit également par Thonon Agglomération.

Tels sont les retours que nous pouvions vous faire suite au procès-verbal de synthèse, et nous restons, Monsieur le Commissaire enquêteur, à votre disposition pour tout complément utile en vue de l'établissement du rapport d'enquête publique.

Thomas LAROCHE  
Responsable Urbanisme  
Thonon Agglomération  
Le 08 juillet 2024

